COALITION
BURUNDAISE
DES DÉFENSEURS
DES DROITS DE
L'HOMME
CBDDH

LEGITIMITE DU TRAVAIL DES DEFENSEURS DES DROITS HUMAINS

Pour une législation nationale et des pratiques respectueuses de la Déclaration des Nations Unies sur les Défenseurs des Droits de l'Homme

RECUEIL DE MESSAGES PUBLIES AU COURS DE LA CAMPAGNE : LEGITIMITE DU TRAVAIL DES DEFENSEURS DES DROITS HUMAINS

LEGITIMITE DU TRAVAIL DES DEFENSEURS DES DROITS HUMAINS

Publié en Août 2021

« Cela veut dire beaucoup pour les personnes opprimées de savoir qu'elles ne sont pas seules. Ne laissez jamais personne vous dire que ce que vous faites est insignifiant ».

Desmond TUTU, défenseur sud-africain des droits civiques

Coalition Burundaise des Défenseurs des Droits de l'Homme (CBDDH)

Phone: +256 393 266 826
Email: hrdburundi@gmail.com
Twitter: @hrdburundi
Web: www.burundihrdcoalition.org

Cette publication est disponible en format PDF sur : www.burundihrdcoalition.org

LEGITIMITE DU TRAVAIL DES DEFENSEURS DES DROITS HUMAINS

Pour une législation nationale et des pratiques respectueuses de la Déclaration des Nations Unies sur les Défenseurs des Droits de l'Homme

RECUEIL DE MESSAGES PUBLIES AU COURS DE LA CAMPAGNE : LEGITIMITE DU TRAVAIL DES DEFENSEURS DES DROITS HUMAINS

Avant-propos

La Coalition Burundaise des Défenseurs des Droits de l'Homme « CBDDH » est une plateforme de 11 organisations de promotion et de défense des droits humains créée en 2009 dans le but de contribuer à l'amélioration de l'environnement de travail des défenseurs des droits humains au Burundi et de renforcer la solidarité entre ces derniers. Son objectif est de promouvoir la coopération, la collaboration et le partage de meilleures pratiques entre défenseurs des droits humains. La CBDDH soutient les défenseurs des droits humains à travers des activités de protection, de plaidoyer, de renforcement des capacités et d'échange d'informations. C'est dans ce cadre qu'une campagne d'information, éducation et de sensibilisation sur la légitimité du travail des défenseurs des droits humains a été organisée de Mars à juillet 2020 avec l'appui de DefendDefenders- projet Grands Lacs.

Cette campagne s'inscrit dans la mission de la CBDDH de fournir aux défenseurs des droits humains des outils qui renforcent leurs capacités de s'acquitter de leur travail avec efficacité et efficience et de faire face aux défis que l'environnement leur impose.

L'objectif de cette campagne est d'améliorer le niveau de connaissance du public, des autorités et en particulier des défenseurs des droits humains burundais sur la portée, le contenu et l'importance de

la *« Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits des défenseurs des droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnues »*, communément appelée : Déclaration sur les Défenseurs des droits de l'homme (1998). Une fois informés sur le contenu de cette Déclaration, les Défenseurs des droits de l'homme (DDH) peuvent y trouver des ressources pour soutenir leur engagement, se prévaloir du droit de défendre les droits humains et par conséquent, gérer efficacement les attaques ou les résistances de toutes parts.

Nous avons espoir que l'information sur la légitimité du travail des défenseurs des droits humains permettra aux burundais d'avoir le courage d'adopter une « approche droit de l'homme » dans leur vécu quotidien mais aussi vaincre l'indifférence et le sadisme face aux violations des droits humains qui risque de gagner du terrain à force que la persécution contre les défenseurs se généralise. C'est, à notre entendement, la principale approche pour renouer avec une société pacifique au Burundi.

Ainsi, la CBDDH aura contribué au renforcement des capacités des défenseurs des droits humains pour qu'ils réalisent aisément leur travail.

Vital NSHIMIRIMANA

Président de la CBDDH

Introduction

Ce livret est une compilation de dix-huit (18) messages produits dans le cadre de la « Campagne sur la légitimité du travail des défenseurs des droits humains » conduit de Mars à Juillet 2020.

C'est à la fois un document d'information sur le contenu de la Déclaration des NU sur les Défenseurs des Droits de l'Homme mais aussi un outil d'Education et un outil de sensibilisation sur le respect des droits humains et du droit de défendre les droits humains.

La méthodologie adoptée est la présentation de chaque article de la Déclaration sous forme de message accompagne d'un bref aperçu du travail déjà réalisé par l'Etat du Burundi pour mettre en œuvre cette disposition, les lacunes à combler et les propositions de solution sous forme d'appel. Les textes ont emprunté un style oral car ils ont été publiés sous forme d'interviews.

Le livret contient également des informations sur le travail que les Défenseurs des droits de l'homme réalisent chacun dans son domaine, les défis auxquels ils font face et les pistes de solutions possibles pour relever ces défis.

Il est traduit en Kirundi pour le rendre accessible à tout burundais qui a beaucoup à apprendre pour

s'impliquer davantage dans la revendication de ses droits et à protéger les droits des autres.

CAMPAGNE DE SENSIBILISATION SUR LA LEGITIMITE DU TRAVAIL DES DEFENSEURS DES DROITS HUMAINS.

1. Objectifs de la campagne, avantages et portée de la Déclaration sur les Défenseurs des Droits de l'Homme (1998)

Il s'agit d'une campagne d'information et de sensibilisation sur la légitimité du travail de défenseur des droits humains.

La légitimité dont il est question se fonde sur la Déclaration des Nations Unies sur les défenseurs des droits de l'homme adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 9 Décembre 1998. Cette Déclaration stipule que chaque individu seul ou en association avec d'autres, a le droit et même l'obligation de défendre ses droits et ceux des autres. Elle spécifie que les Etats ont le devoir de protéger les défenseurs des droits humains(DDH) contre les violations des acteurs étatiques et non étatiques. C'est un outil qui a fixé pour la première fois les standards pour la protection des défenseurs-ses des droits humains.

Elle ne crée pas de droits nouveaux, mais présente plutôt les droits existants de manière concrète pour en faciliter l'application au rôle et à la situation concrète des défenseurs des droits humains.

L'adoption de la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme est le résultat d'un effort collectif conduit par un certain nombre d'organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme et les délégations de quelques États.

Les initiateurs étaient motivés par :

- Le besoin de reconnaissance du rôle essentiel des défenseurs des droits de l'homme
- L'ampleur des violations dont nombre d'entre eux sont victimes du fait de leur activité
- La conviction que des efforts particuliers étaient nécessaires pour protéger à la fois les défenseurs et leur activité et
- Le fait que les défenseurs des droits de l'homme deviennent la dernière ligne de Défense quand la législation nationale et les institutions étatiques n'offrent pas une protection suffisante contre les violations des droits de l'homme dans un pays

Ainsi, la Déclaration a le grand mérite d'avoir institué officiellement la « défense » des droits de l'homme

comme **un droit en soi**, et à reconnaître les personnes qui font la promotion des droits de l'homme comme des « défenseurs des droits de l'homme ».

La campagne a trois objectifs :

i. Le premier objectif est d'améliorer le niveau de connaissance du public, des autorités et en particulier des DDH burundais sur la portée, le contenu et l'importance de la ''Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits des défenseurs des droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnues communément appelée : Déclaration sur les Défenseurs des droits de l'homme (1998).

ii. Le second objectif est de célébrer le travail que les DDH réalisent chacun dans son domaine, les défis auxquels il fait face et les pistes de solutions possibles pour relever ces défis. Il transparaitra lors des interviews qui seront menées DDH.

iii. Nous comptons mettre à la face de la communauté burundaise qu'aucune communauté, aucune nation se réclamant de démocratique ne pourrait promouvoir et protéger les droits et libertés lorsqu'elle ne respecte pas ni ne protège les défenseurs des droits humains.

2. Les grandes parties de la déclaration

Cette Déclaration est composée d'un préambule et de trois parties

i. Dans le préambule, il est mentionné que la Déclaration s'inspire de la Charte des Nations-Unies pour la promotion et la protection de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales pour tous, de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et des pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme. Ainsi, les Etats réaffirment l'universalité, l'indivisibilité ; l'interdépendance et l'indissociabilité des droits humains et leur obligation de les promouvoir et les rendre effectifs en toute équité, sans préjudice de leur mise en œuvre.

ii. La première partie de la Déclaration étaye les droits des défenseurs des droits de l'homme ainsi que la protection dont ils doivent bénéficier de la part de la société et de l'Etat. Il s'agit entre autre du droit et de l'obligation de défendre leurs droits et libertés et ceux des autres, seul ou en association avec les autres, du droit de faire ce travail librement sous la protection de la loi et des institutions nationales et des traités et organes

internationaux, de recevoir des fonds et de bâtir des partenariats.

iii. La deuxième partie de la Déclaration met en lumière les obligations des Etats en matière des droits et libertés à savoir : la responsabilité entre autre de protéger et promouvoir les droits de l'homme pour tous sur toute l'étendue de son territoire, la mise en place des lois et des institutions pour la protection et la promotion des droits et des libertés fondamentales et la promotion de l'enseignement des droits de l'homme et des libertés fondamentales à tous les niveaux du système éducatif.

iv. Dans la troisième partie, la Déclaration parle aussi de la responsabilité de tout individu, groupes, institutions et organisations non gouvernementales à promouvoir la démocratie et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales.

Dans les pages qui suivent les défenseurs des droits humains burundais partageront leur expérience de défenseur des droits humains.

3. Reconnaissance du droit de défendre les droits humains et les libertés fondamentales

Le premier article reflète le titre de la déclaration qui est assez révélateur. En effet, elle s'intitule « Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus »

Alors, un défenseur des droits humains étant toute personne qui, individuellement ou en association avec d'autres, œuvre à la promotion ou à la protection des droits humains, quiconque intimide toute personne en vue de l'empêcher de faire valoir ses droits ou ceux des autres, viole le prescrit de cette Déclaration.

L'article premier de la Déclaration est plus explicite ; il stipule que *« Chacun a le droit, individuellement ou en association avec d'autres, de promouvoir la protection et la réalisation des droits de l'homme et des libertés fondamentales aux niveaux national et international ».*

Comme nous l'avons déjà évoqué dans les objectifs de la présente campagne, nous voulons porter à la connaissance des citoyens en général et les DDH en particulier cet outil international qui nous protège tous. Ainsi, certains dirigeants burundais qui, sciemment ou par ignorance, disent que seuls les élus du peuple investis d'un mandat populaire peuvent

s'occuper des problèmes que traitent les défenseurs, portent une sérieuse entorse à ladite Déclaration.

Par cette dernière, l'Assemblée Générale des Nations Unies reconnaît et apprécie plutôt « la précieuse contribution qu'apportent les individus, groupes et associations à l'élimination effective de toutes les violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales des peuples et des personnes, notamment des violations massives, flagrantes ou systématiques » ; nous lisons ceci à l'alinéa 4 du préambule.

Chers concitoyens, défendez vos droits et ceux des autres parce que c'est votre droit et il est garanti par le droit international.

4. Droit d'association et de réunion

L'article 5 de la déclaration des Nations-Unies sur les défenseurs des droits humains est libéré comme suit :
« *Afin de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales, chacun a le droit, individuellement ou en association avec d'autres, aux niveaux national et international: (i) De se réunir et de se rassembler pacifiquement ; (ii) De former des organisations,associationsougroupesnon gouvernementaux, de s'y affilier et d'y participer ; (iii)*

De communiquer avec des organisations non gouvernementales ou intergouvernementales.»

Dans notre pays, le Burundi, le droit de former des associations, d'organiser leurs activités et de tenir librement des réunions a été gravement atteint. En effet, si la Constitution de 2018, en ses articles 32 et 37 garantit ce droit, l'autorité politique s'est réservé la possibilité de limiter son exercice par un contrôle très serré aux allures d'ingérence. Cela transparait à travers les dispositions de la Loi N°1/02 du 27 janvier 2017 portant cadre organique des associations sans but lucratif (ASBL). Cette loi renferme d'innombrables articles qui violent l'esprit et la lettre de la déclaration des Nations Unies sur les défenseurs et devrait être changée en vue de s'y conformer. Nous citerons à titre exemplatif le premier alinéa de l'article 3, portant définition d'une activité politique. Le flou que fait planer cette définition laisse le champ libre aux abus par l'autorité administrative et policière ;

Il y a également l'alinéa 2 de l'article 41 qui impose des restrictions sans fondement sur la constitution des collectifs, groupements et coalitions des associations sans but lucratif, alors que les collectifs renforcent les performances des organisations dans leur contribution au développement. Cette disposition est également contraire à l'article 5 de la Déclaration sur les défenseurs des droits humains et devrait être retirée de la loi.

Bref, la compétence excessive accordée à l'administration d'autoriser la création des ASBL

et exercer le contrôle sur la réalisation de leurs activités devrait normalement être confié à un organe indépendant, consensuel et inclusif avec des garanties d'une procédure équitable.

5. Le droit de rechercher, obtenir, recevoir et conserver des informations sur tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales.

Selon le prescrit de l'article 6 de la Déclaration des Nations Unies sur les défenseurs des droits de l'homme, dans son premier alinéa :

« *Chacun a le droit, individuellement ou en association avec d'autres : De détenir, rechercher, obtenir, recevoir et conserver des informations sur tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales en ayant notamment accès à l'information quant à la manière dont il est donné effet à ces droits et libertés dans le système législatif, judiciaire ou administratif national »;*

Au Burundi comme ailleurs, la source de l'information du défenseur des droits de l'homme est la victime et/ou les témoins de violations des droits humains dont des agents publics préposés à la protection des citoyens (les administratifs, les policiers, les prisons, bref les institutions de l'Etat).

Selon donc le premier alinéa ci-haut cité, nul n'a le droit d'empêcher un Défenseur des Droits humains

d'accéder à une information ou à une source d'information.

Le second alinéa du même article 6 garantit aux défenseurs le droit de publier et de communiquer librement à autrui les informations sur les droits de l'homme.

A qui les Défenseurs communiquent les informations collectées ? Premièrement au gouvernement, premier garant et premier comptable de la protection des droits et libertés des citoyens, deuxièmement à l'intention des citoyens pour éveiller leur niveau de vigilance, et enfin troisièmement aux organes internationaux de traités dont le Burundi est membre afin qu'ils puissent appuyer le gouvernement dans la mise en application des traités et conventions dûment ratifiés par l'Etat du Burundi.

Dans notre pays, les bourreaux agissant en totale impunité, les défenseurs des droits humains, les journalistes et mêmes les médecins ont du mal à accéder aux informations relatives aux violations, la prise de photos et de son est devenue un crime passible de prison, et les journalistes sont régulièrement harcelés.

Grosso modo, accéder aux informations est devenu un travail à haut risque et rapporter sur les droits humains étant au Burundi est devenu une aventure périlleuse.

6. Le droit d'évaluer la mise en pratique des droits et libertés par l'Etat

L'alinéa 3 de l'Article 6 de la Déclaration dit : « *Chacun a le droit, individuellement ou en association avec d'autres : d'étudier, discuter, apprécier et évaluer le respect, tant en droit qu'en pratique, de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales et, par ces moyens et autres moyens appropriés, d'appeler l'attention du public sur la question.* »

Cet alinéa constitue un garde-fou important contre les discours de certaines autorités qui désorientent l'opinion comme quoi la loi est du ressort exclusif du parlement alors que, la volonté du citoyen est la source principale de la loi. Que ça soit dans les pays démocratiques ou en transition démocratique comme le nôtre, les lois et autres textes règlementaires doivent se nourrir des aspirations du peuple avant leur mise en place pour garantir réellement les droits et libertés des citoyens.

Les moyens utilisés dans le processus de discussion et d'évaluation sont ceux prévus par la loi nationale et les instruments internationaux, y compris la Déclaration des Nations Unies, objet de notre campagne.

L'évaluation aboutit à des conclusions en termes de recommandations aux différentes parties prenantes. Si besoin il y a, le défenseur peut appeler les citoyens à plus de vigilance afin d'éviter que leurs droits et

libertés ne soient bafoués ; c'est dans ce sens que la loi prévoit des mécanismes citoyens de recours tels que les pétitions et les manifestations pacifiques.

Au Burundi, des fora de discussion libre sur les textes de loi ou des politiques a eu lieu à une certaine période. Les parlementaires et les officiels du gouvernement ont souvent alimenté le débat lors des conférences et des émissions radio. Cette bonne pratique s'est progressivement évaporée jusqu'à disparaitre en 2015 mais les défenseurs des droits humains n'ont pas du tout désarmé.

Actuellement, avec le verrouillage de l'espace civique, engager ce débat est une aventure que les media évitent pour préserver leur survie.

La Coalition Burundaise des défenseurs des droits de l'homme interpelle l'Etat du Burundi à promouvoir les droits de la personne notamment en se conformant au contenu de l'article 6 de cette Déclaration.

7. Le droit de tout citoyen à prendre part à la direction des affaires publiques.

La déclaration des Nations Unies sur les défenseurs, en son article 8, dit ceci :

« *1. Chacun a le droit, individuellement ou en association avec d'autres, de participer effectivement, sur une base*

non discriminatoire, au gouvernement de son pays et à la direction des affaires publiques.

2. Ce droit comporte notamment le droit, individuellement ou en association avec d'autres, de soumettre aux organes et institutions de l'État, ainsi qu'aux organismes s'occupant des affaires publiques, des critiques et propositions touchant l'amélioration de leur fonctionnement, et de signaler tout aspect de leur travail qui risque d'entraver ou empêcher la promotion, la protection et la réalisation des droits de l'homme et des libertés fondamentales. »

La disposition de cet article consacre le rôle et l'action de tout citoyen responsable dans un Etat de droit. En effet, au-delà du droit d'élire des représentants aux différents échelons et institutions de la République, il est également du droit de tout citoyen, et même de son devoir, d'exiger des comptes aux gestionnaires de la chose publique. L'article 51 de la Constitution garantit aussi ce droit.

En vertu de ces garanties, les organisations de la société civile burundaises ont activement participé à la gouvernance du pays depuis la période de la transition. L'apport des défenseurs a toujours été déterminant mais, en retour, a valu une menace et une persécution des délégués de la société civile.

Les grands obstacles à la réalisation de ce droit de participation sont notamment la résistance au

changement des délégués du gouvernement, la politisation du travail de la société civile et la culture de l'impunité.

La Coalition Burundaise des défenseurs des droits de l'homme recommande au gouvernement du Burundi de se conformer au prescrit de l'article 8 de la Déclaration des Nations Unies sur les défenseurs des droits de l'homme et de promouvoir l'indépendance et la performance des Organisations de la Société Civile au Burundi.

8. Droit à la protection par la loi nationale et internationale

La justice est le pilier d'un état de droit. Ainsi, dans son article *9*, alinéa premier, la déclaration des Nations Unies sur les défenseurs des droits de l'homme stipule que : *« Dans l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris le droit de promouvoir et protéger les droits de l'homme visés dans la présente Déclaration, chacun a le droit, individuellement ou en association avec d'autres, de disposer d'un recours effectif et de bénéficier d'une protection en cas de violation de ces droits. »* À cette fin, poursuit l'alinéa 2, *« toute personne dont les droits ou libertés auraient été violés a le droit, en personne ou par l'entremise d'un représentant autorisé par la loi, de porter plainte et de faire examiner rapidement sa plainte en audience publique par une autorité judiciaire ou toute autre autorité instituée par la*

loi qui soit indépendante, impartiale et compétente, et d'obtenir de cette autorité une décision, prise conformément à la loi, lui accordant réparation, y compris une indemnisation, lorsque ses droits ou libertés ont été violés, ainsi que l'application de la décision et du jugement éventuel, le tout sans retard excessif ».

Le présent article s'accorde parfaitement avec les dispositions de la Constitution de la République du Burundi aux articles 38, 39 et 40. Par contre, nous déplorons la promulgation des lois contenant des dispositions assez liberticides à savoir le code pénal (art 61) et le code de procédure pénale qui contiennent des dispositions contraires à la Constitution et à cette la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme.

La loi burundaise tend de plus en plus à protéger les puissants avec une justice sous les ordres de l'exécutif, ce qui conduit à une violation massive des droits et libertés dans une totale impunité. La radiation de certains avocats de l'ordre a privé aux justiciables le droit à la défense et le refus aux citoyens en exil d'être représentés, devant la cour, par des avocats de leur choix constitue un déni inacceptable de justice.

Des arrestations arbitraires, des emprisonnements abusifs, l'existence des lieux de détention secrètes où des citoyens sont soumis, par des services de l'Etat, à des séances de torture atroce, sans oublier

d'innombrables citoyens qui ont été expropriés de leurs biens immeubles (maisons et terres), soit par la CNTB ou par l'Etat pour cause d'utilité publique, avec une modique indemnisation ou sans aucune indemnisation du tout constituent des exemples de violation patente du droit à la protection par la loi.

Malgré cela, les citoyens en général et les défenseurs des droits humains en particulier sont encouragés à continuer à rapporter les violations dont ils sont victimes et à porter plainte là où c'est possible car, nous y croyons dur comme fer, l'heure de rendre justice sonnera un jour.

9. Droit de porter plainte contre les politiques, les fonctionnaires et les organes de l'Etat ainsi que l'obligation de l'Etat à se saisir en cas de violations des droits humains

Les alinéas 3, 4 et 5 de l'article 9 de la Déclaration des Nations Unies sur les défenseurs des droits de l'homme nous parlent du droit de chacun, individuellement ou en association avec d'autres *« De se plaindre de la politique et de l'action de fonctionnaires et d'organes de l'État qui auraient commis des violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales, au moyen de pétitions ou autres moyens appropriés, auprès des autorités judiciaires, administratives ou législatives nationales compétentes ou de toute autre autorité compétente instituée conformément au système juridique*

de l'État, qui doit rendre sa décision sans retard excessif »;

Les audiences, procédures et procès doivent être publics afin de se faire une opinion sur leur conformité avec la législation nationale et les obligations et engagements internationaux applicables. Le plaignant a également droit à une assistance juridique par des professionnels qualifiés pour la défense des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Au Burundi, les droits et libertés fondamentales prévus par le présent article ont été largement mis à mal car la justice a été transformée en outil de répression au service du parti au pouvoir. Cela a pour conséquence la peur des justiciables de porter plainte contre l'Etat, ses fonctionnaires ou ses organes. Ainsi, les citoyens qui le peuvent font recours à la justice des Etats de l'Afrique de l'Est basée à Arusha, à la Cour africaine des Droits de l'homme et des peuples et à la Cour Pénale Internationale, une procédure également garantie par la Déclaration des Nations Unies sur les défenseurs des droits de l'homme.

L'alinéa 5, enfin, stipule que *« L'État doit mener une enquête rapide et impartiale ou veiller à ce qu'une procédure d'instruction soit engagée lorsqu'il existe des raisons de croire qu'une violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales s'est produite dans un territoire relevant de sa juridiction. »* Cette disposition est

dramatiquement violée par l'alinéa 2 de l'article 10 du Code de Procédure Pénale du Burundi qui autorise l'officier de la police judiciaire de se saisir d'office, uniquement lorsqu'il a connaissance d'un crime à caractère sexuel et ayant conduit à une grossesse non désirée sur une fille mineure.

La CBDDH déplore, dans le même ordre d'idée, la pratique de la police qui, en cas de crime grave comme un assassinat ou une disparition forcée, demande aux familles d'aller porter plainte, sachant très bien la puissance des bourreaux à se protéger en contraignant les victimes à l'abandon des poursuites.

10. Droit de désobéir à des lois ou ordres incitant à la violation des droits humains

Ceux qui contribuent à garantir la justice tels que : les juges, les magistrats, les policiers, les avocats dans une certaine mesure, ainsi que certains chefs de services, font parfois objet de pressions visant à leur faire prendre des décisions qui soient favorables à des lobbies puissants, soient-ils parmi ceux qui sont au pouvoir ou à l'extérieur du cercle des dirigeants. Face à cette situation, l'article 10 de la Déclaration des Nations Unies sur les défenseurs les protège en stipulant que *« Nul ne doit participer à la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales en agissant ou en s'abstenant d'agir quand les circonstances*

l'exigent, et nul ne peut être châtié ou inquiété pour avoir refusé de porter atteinte à ces droits et libertés. » En vertu de cette disposition, vous avez donc le droit de désobéir aux ordres injustes au nom du respect des droits, source de la paix et de l'harmonie sociales.

En vous obligeant de prendre des décisions contraires à l'éthique professionnelle et à la justice, ils vous oppriment et par cela ils violent votre droit garanti par l'article 11 de la même Déclaration qui dispose que, je cite : *« Chacun a le droit, individuellement ou en association avec d'autres, d'exercer son occupation ou sa profession conformément à la loi, de respecter les droits et libertés et se conformer aux normes nationales ou internationales pertinentes de conduite ou d'éthique professionnelle ».*

Bref, avant que les droits du citoyen justiciable soient piétinés, c'est en premier les vôtres d'exercer votre profession en toute liberté qui est gravement atteint.

Votre profession vous invite et vous oblige en quelque sorte à la neutralité, à l'impartialité et la droiture sans reproches. L'histoire burundaise ne manque pas de modèles auxquels vous pouvez vous inspirer, y compris dans le passé le plus récent.

La Coalition Burundaise des Défenseurs des Droits de l'Homme déplore l'existence des dispositions du Code de Procédure Pénale, notamment en ses articles 51, 52, 53 et 54 qui, sous le motif de « Méthodes particulières

de recherches », donnent aux policiers des pouvoirs illimités allant jusqu'à la commission des violations graves des droits humains à l'abri de toute poursuite judiciaire.

Malgré cela, les policiers, procureurs et juges peuvent placer leur honneur au-dessus de tout. Vous pouvez définir un ordre de grandeur qui vous est propre en faisant de la vertu un idéal patriotique et par votre volonté d'écrire seul votre histoire et vos noms en lettres d'or.

Cet appel s'adresse également aux jeunes militants des partis politiques qui rivalisent de zèle en violant les droits de leurs compatriotes.

Désobéissez à ces ordres d'attenter à la vie et aux biens d'autrui et agissez en êtres humains responsables car la concorde et l'harmonie sociale valent de loin plus que les miettes que les politiciens en mal de vision peuvent vous offrir.

11. Obligations de l'Etat à Protéger les défenseurs des droits humains

Selon l'alinéa 1er de l'article 2 de la Déclaration des Nations-Unies sur les défenseurs des droits de l'homme, c'est l'État qui a, au premier chef, la responsabilité et le devoir de protéger, promouvoir et rendre effectifs tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales. Un défenseur des droits de

l'homme étant, selon toujours la Déclaration des Nations-Unies, *« tout individu, seul ou en association avec d'autres, qui contribue à l'élimination effective de toutes les violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales des peuples et des personnes »*, l'alinéa 3 de l'article 12 stipule qu'*« il a le droit d'être efficacement protégé par la législation nationale quand il réagit par des moyens pacifiques contre des activités et actes, y compris ceux résultant d'omissions, imputables à l'État et ayant entraîné des violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que contre des actes de violence perpétrés par des groupes ou individus qui entravent l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales. »*

En guise de mise en pratique de cette protection, la Déclaration, à travers l'alinéa 2 du même article 12, recommande à l'État de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer que les autorités compétentes protègent toute personne de toute violence, menace, représailles, discrimination de facto ou *de jure*, pression ou autre action arbitraire dans le cadre de l'exercice légitime des droits visés dans la Déclaration sur les Défenseurs des Droits de l'Homme.

Sur base de ce qui précède, il ne serait pas superflu de dire que l'Etat burundais a lamentablement failli à cette mission si l'on considère l'environnement délétère dans lequel travaillent les défenseurs des droits de l'homme et la répression sauvage dont ils sont

victimes. De la condamnation injuste de Germain RUKUKI à une très lourde peine d'emprisonnement après un procès expéditif à la détention arbitraire des journalistes du groupe de presse Iwacu, en passant par la disparition forcée de Marie-Claudette KWIZERA, trésorière de la Ligue Burundaise des Droits de l'Homme Iteka et l'exil des centaines de défenseurs et journalistes.

Les autorités burundaises devraient revenir à la raison en revoyant leur politique en matière des droits de l'homme et garantir aux défenseurs des droits de l'homme la place qu'ils méritent dans un Etat de droit.

12. Obligations de l'Etat à disséminer des textes de lois et création d'organes indépendants de promotion des droits humains

D'après le contenu de l'article 14, alinéa 1 de la Déclaration des Nations Unies sur les Défenseurs des droits de l'homme, ***« Il incombe à l'État de prendre les mesures appropriées sur les plans législatif, judiciaire, administratif ou autres en vue de mieux faire prendre conscience à toutes les personnes relevant de sa juridiction de leurs droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels. »***

Ces mesures doivent comprendre, notamment la publication et la large disponibilité des textes de lois et

règlements nationaux et des instruments internationaux fondamentaux relatifs aux droits de l'homme, le plein accès, dans des conditions d'égalité, aux documents internationaux dans le domaine des droits de l'homme, y compris les rapports périodiques présentés par l'État aux organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, ainsi que les compte rendus analytiques de l'examen des rapports et les rapports officiels de ces organes.

Au Burundi, l'article 5 de la Constitution promulguée en 2018, stipule dans son 2ème alinéa, que ***« Tous les textes législatifs doivent avoir leur version en kirundi ».*** Malgré cette disposition appréciable, beaucoup de textes de loi ne sont disponibles qu'en français uniquement. Qui plus est, cette disposition devrait s'appliquer aussi à d'autres textes tels que les décrets, ordonnances et autres documents administratifs adressés aux Burundais. Quant à la diffusion, tout, ou presque, reste à faire et c'est un travail qui requiert l'appui des organisations de la société civile, d'où l'importance pour le gouvernement de leur garantir la liberté d'action.

A l'alinéa 3 de la Déclaration, il est du devoir de l'Etat de : ***« encourager et appuyer, lorsqu'il convient, la création et le développement d'autres institutions nationales indépendantes pour la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés***

fondamentales dans tout territoire relevant de sa juridiction. »

Nous apprécions le pas franchi avec notamment la mise en place de l'institution de l'ombudsman de la République et de la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme (CNIDH). Néanmoins, nous déplorons le manque d'indépendance de ces institutions, l'absence du vetting ainsi que le manque de large concertation sur les candidats commissaires avant nomination rendent ces dernières inefficaces et réduisent leur légitimité au regard des citoyens.

Nous encourageons ces deux institutions à s'affranchir du joug des forces anti-droits de l'homme et de redorer leur image en travaillant pour le peuple burundais.

Nous interpellons le gouvernement à respecter les engagements contenus dans ces dispositions de la Déclaration des Nations unies sur les défenseurs des droits de l'homme.

13. Intégration de l'enseignement des droits humains dans les programmes scolaires et de formation dans tous les secteurs et à tous les niveaux

L'objectif principal de tout système éducatif doit être la promotion du respect des droits de l'homme et des

libertés fondamentales. Selon l'article 15 de la Déclaration des Nations-Unies sur les défenseurs des droits de l'homme, ***« Il incombe à l'État de promouvoir et faciliter l'enseignement des droits de l'homme et des libertés fondamentales à tous les niveaux de l'enseignement et de s'assurer que tous ceux qui sont chargés de la formation des avocats, des responsables de l'application des lois, du personnel des forces armées et des agents de la fonction publique incluent dans leurs programmes de formation des éléments appropriés de l'enseignement des droits de l'homme. »***

D'après le prescrit de cet article, l'éducation et la formation aux droits de l'homme constitue un thème transversal qui doit être introduit dans tous les programmes par l'Etat. »

Pour les enfants et les jeunes, connaître et respecter les droits de l'homme est essentiel à la réalisation du droit à une éducation de qualité pour tous. Grâce à un apprentissage efficace des droits de l'homme et de ses valeurs dès le jeune âge et en formation continue, l'homme fait les premiers pas vers la jouissance, l'exercice et la revendication du respect de leurs droits et les intègre dans ses principes de vie au quotidien.
Avec la réforme de l'enseignement opérée par le gouvernement du Burundi depuis 2012, il y a eu introduction des thématiques sur les droits de l'homme

au programme de l'école post-fondamentale mais cela reste insuffisant à plusieurs égards : (1) les enseignants qui dispensent ce cours n'ont jamais été formés sur la manière de créer une culture fondée sur les droits de l'homme et de transférer efficacement les connaissances y relatives, (2) l'environnement politique qui prévaut dans le pays n'est guère favorable au traitement des thèmes prévus dans tous leurs contours et à leur intégration dans le quotidien de chaque citoyen.

Si des abus de corruption, d'arrestations arbitraires, de tortures, d'assassinat, de violences basées sur le genre, etc. subsistent, c'est d'une part dû aux défaillances en matière d'éducation et de sensibilisation sur les droits de l'homme et d'autres part à un manque d'engagement à renforcer l'éducation dispensée par une stratégie nationale des droits de l'homme qui intègre l'évaluation des performances et la sanction des contrevenants à tous les niveaux. Comme l'Etat du Burundi s'y est engagé à travers cette Déclaration des Nations Unies, nous l'exhortons à s'acquitter de ses engagements. ***La Coalition Burundaise des défenseurs des droits de l'homme interpelle le parlement et la Commission nationale indépendante des droits de l'homme (CNIDH) à faire un suivi de la mise en œuvre de cette Déclaration.***

14. Obligations des Organisations non gouvernementales et autres intervenants dans l'éducation et protection des droits humains.

Dans le message précédent, nous évoquions la responsabilité primordiale du gouvernement de promouvoir l'éducation et la formation aux droits humains dans tous les secteurs et à tous les niveaux. L'immensité de la tâche relative à la promotion de l'éducation et la formation aux droits humains dans tous les secteurs et à tous les niveaux exige ouverture et coopération de différents acteurs. C'est ce que dit la Déclaration des Nations Unies sur les défenseurs des droits de l'homme dans son article 16 : ***« Les individus, organisations non gouvernementales et institutions compétentes ont un rôle important à jouer pour ce qui est de sensibiliser davantage le public aux questions relatives à tous les droits de l'homme et à toutes les libertés fondamentales, en particulier dans le cadre d'activités d'éducation, de formation et de recherche dans ces domaines en vue de renforcer encore, notamment, la compréhension, la tolérance, la paix et les relations amicales entre les nations ainsi qu'entre tous les groupes raciaux et religieux, en tenant compte de la diversité des sociétés et des communautés dans lesquelles ils mènent leurs activités. »***

Un environnement sûr et propice suppose l'ouverture de l'espace civique par des lois qui s'inspirent des conventions et traités internationaux ainsi qu'une volonté manifeste de la part du gouvernement d'agir en faveur des droits et libertés.

Au Burundi, par contre, le fait que les allégations de violations des droits de l'homme sont à la charge des responsables des différentes institutions de l'Etat constitue une menace à la protection des acteurs engagés dans la promotion des droits humains.

En plus, différents acteurs au sein de la société, notamment les organisations de la société civile, les médias, les familles, les organisations à base communautaire, les organisations non gouvernementales, les défenseurs des droits de l'homme, le secteur privé perdent confiance dans les agents de l'Etat qui criminalisent leur travail pour freiner leurs initiatives.

Tout en conservant son pouvoir de régulation, l'Etat devrait cesser son immixtion dans les activités des organisations de la société civile, des médias et des confessions religieuses. Conformément à la loi N° 1/ 19 du 10 Septembre 2013 portant organisation de l'enseignement de base et secondaire qui, en son article 8, stipule que « L'école est apolitique, nulle activité politique n'y est autorisée ». ***Nous exhortons le gouvernement à se conformer à la loi qu'il a lui-***

même adoptée en protégeant le caractère apolitique de l'école pépinière de la jouissance et de la revendication des droits humains.

15. Obligations des individus au secours mutuel et à la défense des droits humains.

A côté de la vie privée que mène chaque individu, l'homme est un être social, appelé à se soumettre à certains devoirs pour vivre en harmonie avec les autres membres de la communauté. Cet aspect de la vie est pris en compte, dans la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme, à l'alinéa 1er de l'article 18, qui précise que ***« chacun a des devoirs envers la communauté et au sein de celle-ci, seul cadre permettant le libre et plein épanouissement de sa personnalité. »***

Les droits et libertés doivent toujours être analysés et compris sous les deux angles : individuel et collectif et ne peuvent se réaliser que dans un Etat démocratique. A l'alinéa 2 du même article 18, il est stipulé que : ***« Les individus, groupes, institutions et organisations non gouvernementales ont un rôle important à jouer et une responsabilité à assumer en ce qui concerne la sauvegarde de la démocratie, la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que la promotion et le progrès de sociétés, institutions et processus démocratiques. »***

Cette disposition s'accorde avec l'article 73 de la Constitution de la République qui stipule que : ***« Tout individu a le devoir de contribuer à la sauvegarde de la paix, de la démocratie et de la justice sociale. »*** D'après les deux instruments, il est du devoir et de la responsabilité de tout un chacun de contribuer à la création d'un ordre social permettant à chaque individu de jouir de ses droits et libertés. C'est le principe de la participation et inclusion. L'article 17 quant à lui encadre l'action de l'Etat qui, sous des motifs de préservation de l'ordre public, viole souvent les droits et limite les libertés des individus et des groupes d'individus pour protéger des intérêts égoïstes de personnalités puissantes tirant les ficelles à l'ombre. Ainsi, cet article dit : ***« Dans l'exercice des droits et libertés visés dans la présente Déclaration, chacun, agissant individuellement ou en association avec d'autres, n'est soumis qu'aux limitations fixées conformément aux obligations internationales existantes et établies par la loi exclusivement en vue d'assurer la reconnaissance et le respect des droits et libertés d'autrui et afin de satisfaire aux justes exigences de la morale, de l'ordre public et du bien-être général dans une société démocratique. »***

Tout en appelant pour la nième fois le gouvernement du Burundi au respect de la Constitution et des instruments internationaux des droits humains, la

Coalition Burundaise des Défenseurs des Droits Humains, CBDDH, salut la bravoure des citoyens qui ne cessent de braver le danger pour secourir leurs compatriotes victimes au quotidien des violations des droits de l'homme. ***Nous encourageons également ceux qui se donnent nuit et jour pour que les crimes commis soient documentés, publiés et jugés. Votre héroïsme est une fondation pour l'espoir d'un Burundi respectueux des droits humains.***

16. Force de la Déclaration

Par l'adoption de la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme, l'Assemblée Générale des Nations Unies a réaffirmé l'importance de la réalisation des buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme pour la promotion et la protection de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales pour tous, dans tous les pays du monde. L'article 4 fournit la clarification nécessaire quant à la relation entre la Déclaration et les autres instruments des droits humains déjà existants : « ***Aucune disposition de la présente Déclaration ne peut être interprétée comme portant atteinte aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies ou allant à leur encontre, ni comme apportant des restrictions aux dispositions de la***

Déclaration universelle des droits de l'homme, des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et des autres instruments et engagements internationaux applicables dans ce domaine, ou y dérogeant. »

Ainsi, la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme ne crée pas de droits nouveaux, mais présente plutôt les droits existants de manière à faciliter leur application au rôle et à la situation concrète des défenseurs des droits de l'homme.

Quoique la Déclaration ne soit pas, en soi, un instrument juridiquement contraignant, elle énonce, toutefois, une série de principes et de droits fondés sur des normes relatives aux droits de l'homme consacrées dans d'autres instruments internationaux qui sont, eux, juridiquement contraignants telle que la Convention Internationale sur les Droits Civils et Politiques. Qui plus est, le fait que l'Assemblée générale ait adopté la Déclaration par consensus signifie que les États se sont fermement engagés à l'appliquer. Conformément à l'article 19 de la Constitution de la République du Burundi qui stipule que ***« Les droits et les devoirs proclamés et garantis par les textes internationaux relatifs aux droits de l'homme et régulièrement ratifiés font partie intégrante de la Constitution ».***

Nous encourageons le gouvernement burundais à domestiquer cette Déclaration en l'intégrant dans la législation nationale par l'amendement ou l'abrogation pure et simple de toutes les lois qui lui sont contraires et par l'adoption d'une loi protégeant les défenseurs des droits de l'homme sur le territoire burundais avec un accent spécifique sur les droits de la femme.

17. Comment les défenseurs des droits de l'homme puissent–ils s'approprier la Déclaration ?

Avant toute revendication des droits garantis aux défenseurs des droits humains, tout défenseur devrait d'abord connaitre la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme et en faire son outil de travail quotidien. Il devrait ensuite se rendre digne de ce nom en s'imprégnant des qualités et des valeurs que ce métier exige. L'action pacifique étant la stratégie maitresse d'un défenseur des droits humains, il doit établir et préserver l'impartialité et la transparence, instituer des pratiques professionnelles de communication sur les violations des droits de l'homme et ne communiquer que des informations exactes, ce qui permet de renforcer sa crédibilité.

La présente campagne de la Coalition Burundaise des Défenseurs des Droits Humains s'inscrit d'ailleurs dans cette logique de dissémination de la Déclaration auprès des défenseurs mais aussi de tout citoyen burundais.

Consécutivement à l'adoption de la Déclaration en 1998, les Nations Unies et l'Union Africaine ont mis en place des mécanismes de suivi de sa mise en œuvre par tous les Etats membres. Les défenseurs sont encouragés à connaitre ces mécanismes, leur adresse ainsi que leur mode de fonctionnement en ce qui est, notamment, la saisine ou la soumission d'allégations de violations de la Déclaration. Il s'agit entre autre du rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des peuples, de la Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, du rapporteur spécial de l'Union Africaine sur les Défenseurs des Droits Humains, de la Cour de Justice de l'Afrique de l'Est, … Néanmoins, en ce qui est de la Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, nous demandons à l'Etat du Burundi de faire une déclaration sous l'article 34 du protocole de la cour pour ne pas continuer à usurper aux citoyens burundais leur droit de soumettre des plaintes. Cette disposition autorise les citoyens à saisir cette cour contre le gouvernement.

Au niveau local, l'organe inspiré par la Déclaration des Nations Unies est la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme(CNIDH) que nous encourageons à défendre son indépendance vis-à-vis de l'Etat pour se conformer à son statut. Il y a aussi la Coalition Burundaise des Défenseurs des

Droits Humains créée effectivement dans le but de renforcer la solidarité entre les défenseurs, faire le suivi de la mise en application de la Déclaration par notre gouvernement mais aussi faire le monitoring de la situation des défenseurs et plaider pour l'ouverture de l'espace civique en vue de l'amélioration de l'environnement de travail des défenseurs des droits humains au Burundi.

La Coalition Burundaise des défenseurs des droits de l'homme est ouverte à toute communication venant de tout citoyen burundais en général et des défenseurs en particulier.

18. Comment la société peut aider les défenseurs des droits humains ?

Dans notre société, nos communautés sont pleines de défenseurs des droits humains, la plupart inconscients de l'importance du travail qu'ils font, et partant des risques qu'ils encourent. Souvent appelée la « Déclaration des Nations Unies sur les défenseurs des droits de l'homme », cette Déclaration s'intitule « ***Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus*** »

A la lumière de ce titre et à travers les différents articles, il est clair que la défense, la promotion et la

protection des droits et libertés sont de la responsabilité de chaque individu, agissant seul ou en association avec d'autres. Au paragraphe 4 de son préambule, la Déclaration reconnait ***« … la précieuse contribution qu'apportent les individus, groupes et associations à l'élimination effective de toutes les violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales des peuples et des personnes. »*** Ainsi donc, un parent dans une famille qui inculque aux enfants une éducation humaine et pourvoit à leurs besoins physiologiques fondamentaux, un enseignant qui inculque à ses élèves les principes fondamentaux relatifs aux droits de l'homme, un médecin ou tout autre professionnel de la santé qui soigne les victimes de violations des droits de l'homme et les aide à se réadapter, ces élus collinaires et ces notables (Abashingantahe) qui assurent toujours la médiation des conflits et maintiennent la concorde et l'harmonie sociales au sein des communautés, ces membres de l'appareil judiciaire qui font un effort particulier pour garantir l'accès à une justice équitable et impartiale et, partant, les droits fondamentaux connexes des victimes, etc. peuvent eux aussi être considérés comme des défenseurs des droits de l'homme lorsqu'ils accomplissent ce type de travail.

Conformément au prescrit de la Déclaration, tout individu à la responsabilité de les soutenir, les encourager et alerter chaque fois qu'ils sont en danger.

Nous sommes tous appelés à être des citoyens responsables qui cherchent à prendre conscience et à jouir de leurs droits et non des receveurs passifs de ce qui vient de ceux mêmes qui nous abusent pour s'enrichir.

Le bureau du rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des défenseurs des droits humains a traduit la Déclaration en Kirundi et il devient facile à une très vaste majorité des citoyens burundais de comprendre son contenu et s'en approprier. Nos droits et libertés sont sacrés et comme disait le philosophe Henry David Thoreau, « L'oppresseur ne se rend pas compte du mal qu'implique l'oppression tant que l'opprimé l'accepte ». ***Nulle autre personne ne défendra nos droits à notre place.***

COALITION
BURUNDAISE
DES DÉFENSEURS
DES DROITS DE
L'HOMME
CBDDH

ISHINGIRO RY'IGIKORWA C'ABAHARANIRA AGATEKA KA ZINA MUNTU

Amategeko n'ingendo vyubahiriza intangazo rya ONU rikingira abaharanira agateka ka zina muntu

IGITABU CEGERANIJWEMWO UBUTUMWA BWATANZWE MW'ISEKEZA : ISHINGIRO RY'IGIKORWA C'ABAHARANIRA AGATEKA KA ZINA MUNTU

ISHINGIRO RY'IGIKORWA C'ABAHARANIRA AGATEKA KA ZINA MUNTU

Gisohotse muri Myandagaro 2021

« Biraremesha abantu bahohotewe kumenya ko batari bonyene, Ntihagire uwo mwemerera ko abunvisha yuko ico mukora kitagira akamaro. »

Desmond Tutu, aharanira uburenganzira bwa kiremwa muntu muri Afrika yepho

Coalition Burundaise des Défenseurs des Droits de l'Homme (CBDDH)

Phone: +256 393 266 826
Email: hrdburundi@gmail.com
Twitter: @hrdburundi
Web: www.burundihrdcoalition.org

Cette publication est disponible en format PDF sur : www.burundihrdcoalition.org

ISHINGIRO RY'IGIKORWA C'ABAHARANIRA AGATEKA KA ZINA MUNTU

Amategeko n'ingendo vyubahiriza itangazo rya ONU rikingira abaharanira agateka ka zina muntu

IGITABU CEGERANYA UBUTUMWA BWATANZWE MW'ISEKEZA : ISHINGIRO RY'IGIKORWA C'ABAHARANIRA AGATEKA KA ZINA MUNTU

Intangamarara

Urunani rw'abaharanira uburenganzira bwa kiremwa muntu(CBDDH) ni ihuriro ry'amashirahamwe 11 yishinze igikorwa co guteza imbere no gukingira uburenganzira bwa kiremwa muntu. Rwashinzwe kuva mu mwaka wa 2009 rufise ihangiro ryougukomeza ubucuti no gusabikanya ubumenyi n'imigenzo myiza hagati y'abaharanira uburenganzira bwa kiremwa muntu. CBDDH ishigikira abaharanira agateka ka zina muntu mu kubakingira, mu kwungurana ubumenyi no mu guhimiriza kugira igikorwa cabo gifatwe mu mugongo. Ni muriyo ntumbero urunanini CBDDH rwaringanije isekeza ryo kwigisha no guhimiriza ku gikorwa c'abaharanira uburenganzira bwa kiremwa muntu, kuva mu kwezi kwa Ntwarante gushika mu kwezi kwa Mukakaro umwaka wa 2020, ushigikiwe n'ishirahamwe (Urunani) DefendDefenders-umugambi Grands Lacs (W'ibiyaga Binini).

Iryo sekeza riri mu bikorwa urunani CBDDH ijejwe vyo guha abaharanira agateka ka zina muntu ibikoresho bibungura ubumenyi, kugira barangure igikorwa cabo mu buhinga n'ubukerebutsi bifasha guhangana n'inzitizi zishobora kwitambika mu karere bakoreramwo.

Ihangiro ry'iryo sekeza, ni ukumenyesha hamwe n'uguhimiriza abarundi, na cane cane abayobozi

b'igihugu hamwe n'abaharanira agateka ka zina muntu kugirango bose bamenye akamaro, n'ibitegekanijwe mw' Itangazo ry'umuryango mpuzamakungu ONU, ku burenganzira, n'itegeko ku bantu n'imigwi y'abanyagihugu vyo guteza imbere no gukingira uburenganzira bw'abaharanira uburenganzira bwa kiremwa muntu, n'ubwigenge nshingiro bwemewe mw'isi yose ryatewe ko igikumu n'ibihugu vyose kuwa 9 Kigarama 1998,ariryo twita isezerano rya ONU ryerekeye abaharanira uburenganzira bwa kiremwa muntu(1998). Turizeye yuko, inyigisho kw'ishingiro ry'igikorwa c'abaharanira uburenganzira bwa kiremwa muntu zizofasha abarundi gushira mu migenzo Ukwubahiriza agateka ka zina muntu, na cane cane kutaba sindabibazwa iyo agateka k'abandi kabangamiwe nkuko tubibona muri kino gihe abaharanira uburenganzira bwa kiremwa muntu batotezwa ata camira. Ingendo yubahiriza agateka ka zina muntu niyo nzira irashe yo gushikana uburundi ku mahoro arama. Iki gitabo ni kimwe mu ntererano nyamukuru urunani rw'abaharanira agateka ka zina muntu CBDDH, ruzoba rutanze kugira rukarishe ubwenge bw'abaharanira agateka ka zina muntu, gurtyo nabo bashobore kurangura ibanga ryabo bagononokewe.

Vital Nshimirimana

Arongoye CBDDH

IBISHIKIRIJWE

Kino gitabo, ni icegeranyo c'ubutumwa Cumi n'umunani (18) bwatanzwe mu gikorwa c'isekeza co kwigisha no guhimiriza kw' « *Ishingiro ry'igikorwa c'abaharanira uburenganzira bwa kiremwa muntu »*, caringanijwe n'urunani rw'abaharanira uburenganzira bwa Kiremwa muntu(CBDDH) kuva mu kwezi kwa gatatu gushika mu kwezi kw'indwi umwaka 2020.

Ni igitabu kimenyesha kikigisha ku vyanditse mw' « *Itangazo rya ONU rikingira abaharanira agateka ka zina muntu »*. Nicugushigikira inyigisho zo kwubahiriza uburenganzira bwa kiremwa muntu, n'uburenganzira bwo gukingira agateka ka zina muntu.

Mu kugitunganya), turamenyeshwa ingingo imwimwe y'iryo Tangazo rya ONU, tukagira umwihwezo w' ingene Leta y'uburundi iriko irashira mungiro ibitegekanijwe, n'agahaze murico gikorwa, hagahereza akamo CBDDH itera ababijejwe kugira abaharanira agateka ka zina muntu baronke uburenganzira butagabanije bwo kurangura igikorwa cabo. Igitabo canditse bwa kiyago kuberako ubutumwa burimwo bwasohowe buciye mu kiganiro hamwe n'ikimenyeshamakuru.

Vyongeye, kino gitabu kiramenyesha igikorwa abaharanira uburenganzira bwa kiremwa muntu bakora mu gisata cose kijanye nizi ngingo,

intambamyi bahura hamwe n'impanuro ku cokorwa kugira inzitizi ziveho.

Canditswe mu ndimi zibiri zikoreshwa mu gihugu, ikirundi n'igifaransa, kugira ngo umurundi wese azi gusoma no kwandika aze agisome ahakure ubumenyi bumufasha guharanira uburenganzira bwiwe n'ubwo gukingira uburenganzira bw'abandi.

ISEKEZA RYO GUSIGURA ISHINGIRO RY'IGIKORWA C'ABAHARANIRA UBURENGANZIRA BWA KIREMWA MUNTU

1. Ihangiro ry'iri Sekeza, akamaro n'ubushobozi bw'itangazo rya ONU ryerekeye abaharanira agateka ka zina mutu (1998)

Ni isekeza ry'ukumenyesha hamwe n'uguhimiriza kw'ishingiro ry'igikorwa co guharanira uburenganzira bwa kiremwa muntu. Ico gikorwa cishimikiza itangazo ryemejwe n'umuryango mpuzamakungu ONU kuwa 9 Kigarama 1998.Iryo Tangazo ryemeza ko umuntu ku giti ciwe, canke afatanije n'abandi afise uburenganzira n'itegeko vyo gukingira uburenganzira bwiwe n'ubw'abandi. Rirashimangira ko Leta ariyo itegerezwa, imbere ya bose, gukingira abaharanira agateka ka zina muntu, kugira ntibahungabanywe n'abakorera Leta canke abikorera utwabo mu gihe bariko bararangura ico gikorwa. Nico gitabu ca mbere

cemeza ingingo ngenerwakomu gukingira abaharanira uburenganzira bwa kiremwa muntu.

Iryo tangazo rero ntiryazanye ingingo nshasha, ahubwo rishikiriza mu buryo burashe, ingingo zubahiriza agateka ka zina muntu zari zihasanzwe, kugira ryorohereze ishirwa mu ngiro ryazo hisunzwe uruhara rw'uwuharanira agateka ka zina muntu n'ibihe umwumwe aba arimwo.

Iri Tangazo ryemejwe biciye mu nguvu rusangi z'amashirahamwe ategamiye ama Reta yishinze guharanira uburenganzira bwa kiremwa muntu afatanije n'abaserukira ibihugu bimwe bimwe vyo kwisi.

Bene kuritegura bakabuwe nuko:

Ari nkenerwa gushima uruhara ntangere rw'abaharanira agateka ka zina muntu

Guhohotera abaharanira uburenganzira bwa kiremwa kwabaye ndanse maze abenshi bakazira igikorwa cabo

Bemeza badakekeranya yuko hakenewe inguvu zidasanzwe kugira abahagarariye agateka ka zina muntu bakingirwe hamwe n'igikorwa cabo

Abaharanira uburenganzira bwa kiremwa muntu aribo mahungiro mu gihe amategeko n'inzego z'igihugu bidakingira bikwiye agateka ka zina muntu mu gihugu

Kubera ivyo, iri Tangazo rifise iciza ryisangije co kwemeza ku mugaragaro yuko Guharanira agateka ka zina muntu ari uburenganzira nkubundi, kandi ryemeza ko abantu bakingira agateka ka zina muntu bitwa" Abaharanira uburenganzira bwa kiremwa muntu" Iri sekeza rero rifise amahangiro atatu:

i. Kumenyesha abarundi bose, abatwara igihugu ku nzego zitandukanye hamwe n'abaharanira agateka ka zina muntu ubwabo, kugira bamenye kandi batahure neza ingingo ziri muri iryo tangazo ryerekeye igikorwa co guharanira agateka ka zina muntu ryateweko igikumu n'ibihugu biri mw'ishirahamwe mpuzamakungu ONU kuwa 9 Kigarama 1998. Si itangazo ryerekeye Uburundi gusa, ahubwo ryerekeye isi yose.

ii. Gushira ahabona, gukeza, n'ugutera intege abaharanira agateka ka zina muntu muvyo bakora mu bisata bitandukanye, twongere twerekane ibibazo bakunda kugira muri ico gikorwa co guharanira agateka ka zina muntu, twiyumvirire hamwe kandi n'umuti ivyo bibazo vyotegerezwa gukanyirwa. Ivyo rero bizoza biraca mu biganiro tuzoza turashikiriza.

iii. Kwerekana ko, haba mu Burundi canke ahandi, nta gihugu na kimwe citwa y'uko

kigendera ku ntwaro rusangi, gishobora kubaho ngo gitere imbere, agateka ka zina muntu kubahirizwe, gakingirwe kandi gatezwe imbere abaharanira agateka ka zina muntu badakingiwe, badafise aho bavugira, badafise ivya nkenerwa.

2. Ibice bikuru bikuru bigize itangazo rya ONU rikingira abaharanira uburenganzira bwa kiremwa muntu.

Rigizwe n'intangamarara hamwe n'ibice bitatu

i. Mu ntangamarara, barerekana ko iri tangazo ryisunga ayandi Masezerano mpuzamakungu akingira agateka n'uburenganzira vya zina muntu muri rusangi, aha twovuga nk'amasezerano ya ONU yo ku wa 10 Kigarama 1948, amasezerano ya ONU akingira uburenganzira bwa buri wese bwo kugira ijambo mu twaro y'igihugu (Convention sur les Droits civils et politiques). Muri iri tangazo, ama reta asubira kwemeza ko ubwigenge n'uburenganzirabibwirizwa kwubahirizwahose,kuribose, bitagabanywa kandi ko iyo uburenganzira bumwe butubahirijwe

bituma hari n'ubundi burenganzira buhungabana.

ii. Mu gice caryo ca mbere dusangamwo uburenganzira bw'ababaharanira agateka ka zina muntu hamwe n'ingene babwirizwakwubahirizwa n'ugukingirwa na reta hamwe n'abanyagihugu. Ubwo nabwo ni : uguharanira agateka kabo bwite hamwe n'ak'abandi banyagihugu, ivyo navyo umwe wese agashobora kubikora ari wenyene ku gatwe kiwe canke yifatanije n'abandi mw'ishirahamwe ; ukurangura ibikorwa vyabo mu bwigenge ntangere bakingiwe n'amategeko n'inzego z'igihugu na mpuzamakungu, kuronka, biciye mu muco uburyo bw'amafaranga bukenewe mu bikorwa vyo guharanira agateka ka zina muntu hamwe n'ukwunga ubucuti n'ayandi mashirahamwe canke abandi bakora igikorwa nk'ico.

iii. Mu gice ca kabiri, iryoTangazo rirashira ahabona ivyo Reta ibwirizwa gukora mu ntumbero y'ugukingira n'uguteza imbere agateka ka zina muntu. Bimwe muri ivyo ni ibi : ugukingira n'uguteza imbere agateka ka zina muntu kugeza aho imbibe z'igihugu zigarukira hose,

ugushiraho amategeko n'inzego zijejwe kwubahiriza n'uguteza imbere agateka n'uburenganzira vya zina muntu ; ugushira ku rutonde rw'inyigisho mu mashure, kuva kuri matomato gushika muri kaminuza, eka mbere no mu bisata vyose vy'ubuzima bw'igihugu, inyigisho zerekeye agateka ka zina muntu

iv. Mu gice ca gatatu ari naco ca nyuma, iryo Tangazo rihimiriza zina muntu wese, ku gatwe kiwe, imirwi y'abantu, ibisata n'amashirahamwe ategamiye Reta kugira uruhara rukomeye mu guharanira intwaro rusangi, ugukingira uburenganzira bwa muntu hamwe n'ubwigenge shingiro.

Mu biganiro bizokurikira, abaharanira agateka ka zina muntu bazoza barashikiriza ingene batunganya igikorwa cabo co guhananira uburenganzira bwa kiremwa muntu.

3. Uburenganzira bwo guharanira agateka ka zina muntu hamwe n'ubwigenge shingiro.

Ibiri mu ngingo ya mbere y'itangazo rya ONU ryerekeye abaharanira agateka ka zina muntu bitangura kubonekera mw'ijambo ry'umutwe ari ryo : ***« Itangazo ku burenganzira n'ibitegerejwe, ku bantu, imigwi y'abantu, no ku nzego z'igihugu***

ryerekeye guteza imbere no gukingira uburenganzira bwa kiremwa muntu n, ubwigenge shingiro bwemejwe n'amakungu yose. »

Mu gihe rero tuzi ko uwuharanira agateka ka zina muntu ari uwo wese, yaba wenyene ku gatwe kiwe canke yifatanije n'abandi, yitanga mu guteza imbere canke gukingira uburenganzira bwa kiremwa muntu, umuntu wese abera intambamyi uwundi, mu ntumbero y'ukumubuza guhagararira uburenganzira bwiwe canke bw'abandi, uwo muntu aba aciye kubiri n'iri tangazo.

Ingingo ya mbere irabivuga neza aho bagira bati : « ***Umuntu wese, yaba wenyene canke afatanije n'abandi, arafise uburenganzira bwo guteza imbere ikingirwa n'ishirwa mu ngiro ry'uburenganzira bwa kiremwa muntu hamwe n'ubwigenge shingiro ku rwego rw'igihugu no ku rwego mpuzamakungu*** »

Nk'uko rero twabibashikirije mu mahangiro y'iki gikorwa, twipfuza kumenyesha abarundi bose muri rusangi, abaharanira uburenganzira bwa kiremwa muntu ku buryo bwihariye, ibiri muri iri tangazo mpuzamakungu ridukingira twese. Twipfuza kandi kwereka abategetsi bamwe bamwe, ku kutamenya canke nkana, bavuga ko ata wundi muntu n'umwe afise uburenganzira bwo guhagararira inyungu

z'umunyagihugu atari uwatowe, bamenye ko imvugo n'ingendo yabo ihonyanga bikabije iri tangazo.

Ku bwiryo Tangazo, ishirahamwe mpuzamakungu ONU, biciye mu nama ya bose yarymeje, rirakenguruka cane ***« intererano ngirakamaro itangwa n'abantu, imigwi y'abantu n'amashirahamwe mu gukuraho burundu ihonyangwa ry' uburenganzira bwa kiremwa muntu hamwe n'ubwigenge bw'imirwi y'abantu nubw'abantu cane cane ihohotera mu kivunga, ry'icese canke rikuzako nka rirya rikomoka ku ntwaro karyanishamiryango »*** nk'uko tubisoma mu gice ca kane c'intangamarara.

Turateye akamo umurundi wese aho ari ngo ahagararire uburenganzira bwiwe n'ubw'abandi kuko tubifitiye uburenganzira kandi bukingiwe n'amasezerano mpuzamakungu.

4. Uburenganzira bwo gushinga amashirahamwe, kuyajamwo hamwe n'ugutunganya amanama n'amakoraniro.

Ingingo ya 5 y'itangazo rya ONU ryerekeye abaharanira agateka ka zina muntu ivuga iti : *« Mu ntumbero yo guteza imbere no gukingira uburenganzira bwa kiremwa muntu n'ubwigenge nshingiro, umuntu wese, abikora ku giti ciwe canke afatanije n'abandi, ku rwego rw'igihugu na mpuzamakungu arafise uburenganzira (i). Bwo gutunganya amanama*

n'amakoraniro mu mutekano ;(ii). Bwo gushinga amashirahamwe canke imirwi itegamiye intwaro y'igihugu, bwo kuba umunywanyi w'ayo mashirahamwe no kugira uruhara mu bikorwa vyayo ;(iii) uburenganzira wwo guhanahana amakuru n'amashirahamwe ategamiye intwaro y'igihugu hamwe n'amashirahamwe mpuzabihugu. »

Mu gihugu cacu c'Uburundi, uburenganzira bwo gushinga amashirahamwe ategamiye intwaro hamwe n'ubwo gutunganya ibikorwa, amanama n'amakoraniro bubandanya gutosekazwa birenze urugero. Naho ibwirizwa shingiro mu ngingo zaryo za 32 na 37 ryubahiriza ubwo burenganzira, abajejwe intwaro barihaye ububasha budasanzwe bwo kubuhonyanga mu kwivanga mu bikorwa vy'amashirahamwe. Mu kuvuga ivyo dufatira kw'ibwirizwa No1/02 ryo kuwa 27 Nzero 2017 ritunganya ibikorwa vy'amashirahamwe adaharanira inyungu. Dusaba ko iryo bwirizwa ryohindurwa vuba, kuko ryuzuyemwo ingingo ziteye ku biri n'iri Tngazo rya ONU. Uturorero duke twovuga ni ingingo ya 3 mu gace kayo ka mbere gasigura ico ari co igikorwa ca politike. Igipfungu kiri mu nsiguro gikamira mu coze uwujejwe intwaro canke inyamiramabi mukumurekera uburenganzira bwo kwiha we nyene insiguro.

Hari kandi ingingo ya 41, mu gace ka kabiri, aho iryo bwirizwa rishiraho inzitizi zidasiguritse zibuza amashirahamwe kuja hamwe mu nani mu gihe tuzi ko

gukorera mu nani bituma amashirahamwe yungurana ubumenyi kandi akagira inguvu z'uguterera mw'iterambere ry'igihugu kuruta. Iyo ngingo hamwe n'izindi tutavuze ngaha zabwirizwa kuva muri iryo bwirizwa kuko ziteye kubiri n'itangazo rya ONU ryemejwe n'ibihugu vyose n'u Burundi budasigaye inyuma.

Muri make, ububasha bw'ikirenga iri bwirizwa riha reta n'abayiserukira mu ntara no muma komine mu vyerekeye kwemerera ishingwa ry'amashirahamwe hamwe n'ugukurikirana ibikorwa vyayo, vyari vyiza ko buhabwa urwego rwigenga, rwumvikanyweko kandi ruhurikiyemwo bose (abaserukira reta n'abaserukira amashirahamwe) maze abanyagihugu bakwubahirizwa mu gateka kabo.

5. Uburenganzira bwo gutohoza, gutunganya n'ugushira ahabona amakuru yerekeye ingene uburenganzira bwa kiremwa muntu bwubahirijwe

Itangazo ry'inama ya bose y'ishirahamwe mpuzamakungu ONU ryerekeye abaharanira agateka ka zina muntu, mu ngingo yaryo ya 6, agace ka mbere rivuga riti : *« Umuntu wese, yaba wenyene canke afatanije n'abandi, arafise uburenganzira bwo kumenya, kurondera, kuronka, guhabwa no gushingura amakuru yerekeye uburenganzira bwa kiremwa muntu bwose n'ubwigenge shingiro bwose, na cane cane, mu*

kwemererwa gushikira amakuru yerekeye ingene bashira mu ngiro ubwo burenganzira n'ubwigenge biciye mu gisata c 'amategeko n'amabwirizwa, ubutungane canke mu ntwaro y'igihugu »

Mu Burundi, co kimwe n'ahandi hose, isôko ry'inkuru ku baharanira agateka ka zina muntu ni abahohotewe canke ivyabona vy'ayo mabi yakozwe ; aba nabo barimwo abo mu nzego z'igihugu: abajejwe intwaro, inyamiramabi n'abandi. Dufatiye kuri iyo ngingo rero, nta muntu n'umwe afise ububasha bwo kubuza uwuharanira uburenganzira bwa kiremwa muntu kuronka amakuru yerekeye agateka ka zina muntu.

Agace ka kabiri k'ingingo ya gatandatu kavuga uburenganzira bwa buri muntu wese bwo gutanganza n'uguhanahana, mu bwigenge nta ngere, amakuru yerekeye agateka ka zina muntu.

Mbega amakuru batohoza, abaharanira uburenganzira bwa kiremwa muntu, baraheza bakayahanahana na bande ?

Ayo makuru bayashikiriza ubwa mbere reta n'inzego zayo kugirango aho bitameze neza bahakosore kuko niyo ibazwa, imbere y'abandi bose, iyubahirizwa ry'uburenganzira n'ubwigenge bw'abanyagihugu.

Ayo makuru ashirwa ahabona kandi kugirango abanyagihugu bamenye uburenganzira bwabo, maze bakerebuke, bamirire kure akarenganyo.

Abandi baronka ayo makuru atohozwa ni ibisata mpuzamakungu biraba iyubahirizwa ry'agateka ka zina muntu igihugu cacu kirimwo kugira bafashe inzego zigihugu kwubahiriza kuruta uburenganzira bw'abo zijejwe.

Intambamyi kuri ubwo burenganzira n'uko mu Burundi abakora amabi bafise ubudahangarwa, bigatuma abaharanira agateka ka zina muntu n'abamenyeshamakuru canke abaganga bankirwa kumenya amakuru y'uwahohotewe. Gufata amasanamu n'amajwi bifatwa nk'icaha gihanisha umunyororo, ihohoterwa rikorerwa abamenyeshamakuru ryarabaye ndanse. Muri iki gihe, kuvugira abahohotewe mu gateka kabo bisigaye vyitwa gucafuza igihugu, abaharanira agateka ka zina muntu bakitwa abansi b'igihugu, ari naco gituma babangamiwe mu mutekano wabo.

6. Uburenganzira bwo kugenzura iyubahirizwa ry'uburenganzira bwa kiremwa muntu n'ubwigenge shingiro

Mu gace ka gatatu k'ingingo ya 6 y'itangazo rya ONU ryerekeye abaharanira agateka ka zina muntu biratomoye : *« Umuntu wese, yaba wenyene canke afatanije n'abandi arafise uburenganzira bwo kwiga, guharira, kugira ico ashikirije no kugenzura iyubahirizwa, haba mu mabwirizwa no mu mategeko canke mw'ishirwa mu ngiro, ry'uburenganzira bwa*

kiremwa muntu n'ubwigenge shingiro bwose hamwe no kumenyesha abanyagihugu ibitagenda neza akoresheje ubwo buryo canke ubundi buryo bwemewe. »

Iyo ngingo iza kuzitira imvugo z'abategetsi bamwe bamwe zigamije kuyovya abanyagihugu mu kuvuga ko, reta n'inama nshingamateka, arizo zonyene zifise ububasha bwo gushiraho amategeko kandi tuzi yuko ishaka ry'umunyagihugu ariryo sôko ry'amategeko n'amabwirizwa.

Mu bihugu bimaze gutsimbataza intwaro rusangi, eka ndetse n'aho intwaro rusangi itarashinga imizi nko mu Burundi, amabwirizwa n'amategeko yose yisunga ivyipfuzo vy'abanyagihugu ari naco gituma, abanyagihugu bafise uburenganzira bwo guhanahana ivyiyumviro, mu bwigenge ntangere, mu ntumbero y'ukugenzura inyubako y'amategeko hamwe n'ishirwa mu ngiro ryayo. Ivyo bikorwa hisunzwe amabwirizwa y'igihugu hamwe n'amasezerano mpuzamakungu, n'iri tangazo rya ONU ridasigaye inyuma.

Iryo genzurwa rikorwa n'abanyagihugu, akenshi bahurikiye mu mashirahamwe adaharanira ivyicaro mu ntwaro y'igihugu, rigamije gutanga intererano y'ingene iyubahirizwa ry'agateka ka zina muntu ryoshirwa mu ngiro kuruta ; bibaye nkenerwa bakanahamagarira abanyagihugu guhagararira uburenganzira bwabo biciye mu buryo butegekanijwe n'amategeko y'igihugu na mpuzamakungu nko kugira

imyiyerekano mu mahoro n'umutekano, kurungikira abategetsi ibaruwa riteweko igikumu n'abantu benshi (petitions).

Mu gihugu cacu c'Uburundi, ibiganiro biha ijambo umunyagihugu ngo ashikirize akamubakiye mu bwingenge vyarigeze kubaho muri kahise, aho abatowe n'abanyagihugu, abajejwe ibisata vya reta bishura ibibazo vy'abanyagihugu biciye mu biganiro ku nsamirizi.

Uwo mugenzo mwiza wagiye urayoyoka kugeza aho, kubera igitsure n'iterabwoba, abamenyeshamakuru benshi bakorera mu gihugu batacubahuka kubaza ibibazo nkoramutima.

Turasubiriye gutera akamo reta ngo yubahirize uburenganzira bw'abanyagihugu, mu gushira mu ngiro ibiri muri iri tangazo rya ONU ryerekeye abaharanira agateka ka zina muntu.

7. Uburenganzira bwo kugira ijambo mw'itunganywa ry'igihugu.

Ingingo y'umunani yiryo Tangazo iratomora yuko :

i. Umwe wese arafise uburenganzira, yaba wenyene canke afatanije n'abandi, bwo kugira uruhara rushemeye mu ntwaro y'igihugu ciwe no mw'itunganywa ry'ivy'igihugu.

ii. Ubwo burenganzira bugizwe cane cane n'uburenganzira, abikora ari wenyene canke afatanije n'abandi, bwo gushikiriza ibisata n'inzego z'igihugu ndetse n'amashirahamwe ashinzwe ivy'igihugu, ibitagenda neza n'intererano zotuma ivyo bisata bitunganya neza imirimo bijejwe, no kumenyesha ico cose, mu bikorwa vy'izo nzego, cohava kibangamira canke kikabuza iterambere, ikingirwa n'ishirwa mu ngiro ry'uburenganzira bwa kiremwa muntu n'ubwigenge shingiro.

Iyi ngingo irerekana uruhara n'inyifato y'umwenegihugu nyawe mu gihugu kigengwa n'amategeko. Kukaba nk'ako, hambavu y'igikorwa co gutora abamuserukira mu nzego zitandukanye z'igihugu, ni uburenganzira, ndetse ni itegeko ku munyagihugu wese, ryo kubaza abasuku ahemba uko batunganya ivy'igihugu. Ivyo birarekuwe kandi n'ingingo ya 51 y'ibwirizwa shingiro ry'uburundi.

Hishimikijwe izo ngingo zose, abahurikiye mu mashirahamwe adakiranira ivyicaro mu ntwaro y'igihugu baritanze batiziganya mu guteza imbere intwaro ibereye mu gihugu cacu c'u Burundi na cane cane guhera mu gihe c'intwaro y'imfatakibanza. Intererano y'abari mu mashirahamwe yigenga yabaye « karahara mu ruganda ntibacura ». Ikibabaje ni uko ivyo vyabaviriyemwo uguterwa ubwoba n'agatotezo

harimwo, kuri bamwe, guta bagahunga abandi mbere bakicwa.

Intambamyi nyamukuru zibuza abanyagihugu muri rusangi, n'abaharanira agateka ka zina muntu cane cane, kugira uruhara ruboneka mw'itunganywa ry'igihugu, ni inyifato mbi y'abadashaka ihinduka, bafata abaharanira agateka ka zina muntu nk'abanyepolitike hamwe n'ingendo igayitse y'ukudahana abatunganya ivy'igihugu ku buryo bunyuranye n'amategeko hamwe n'imico runtu na gishingantahe.

Urunani CBDDH turasavye dushimitse Reta y'u Burundi ngo yubahirize ibisabwa n'ingingo y'umunani y'itangazo rya ONU ryerekeye abaharanira agateka ka zina muntu mu kwubahiriza ubwigenge bw'abo.

8. Uburenganzira bwo gukingirwa n'amabwirizwa n'amategeko y'igihugu na mpuzamakungu.

Ubutungane niyo nk'ingi y'intwaro ibereye. Nico gituma itangazo rya ONU rikingira abaharanira agateka ka zina muntu, mu ngingo yaryo y'icenda, agace ka mbere rivuga riti: *« Mu kubaho hisunzwe uburenganzira bwa kiremwa muntu n'ubwigenge shingiro, hashizwemwo uburenganzira bwo guteza imbere, no gukingira uburenganzira buri muri rino Tangazo, umuntu wese arafise uburenganzira, ari wenyene canke afatanije n'abandi, bwo kuronka aho yitura hamwe no*

gukingirwa mu gihe uburenganzira bwiwe buhungabanijwe. »

Mu gace ka kabiri k'iyi ngingo nyene havuga hati:

"Muri iyo ntumbero, umuntu wese uburenganzira n'ubwigenge buzoba bwahungabanijwe, arafise uburenganzira, avyikoreye we nyene canke bikozwe n'uwumuserukira abirekuriwe n'amategeko, bwo kwitwara hamwe no gusaba sentare ko yihweza mu maguru masha ibirego vyiwe mu ntahe y'icese canke urundi rwego rwemewe n'amategeko rwigenga, ataho ruhengamiye, kandi rubifitiye ubushobozi, maze urwo rwego rugaheza rugafata ingingo, hisunzwe amategeko, yo gutanga inshumbusho, harimwo n'indishi y'akababaro, mu gihe uburenganzira canke ubwigenge bwahungabanijwe, hamwe n'ugushira mu ngiro ingingo yafashwe n'urubanza mu gihe rwaciwe, ivyo vyose bigakorwa ata guteba birenze."

Iyi ngingo irahwanye neza n'ibihurikiye mu ngingo za 38, 39 na 40 zo mw'ibwirizwa shingiro rya Republika y'u Burundi. Ariko, nk'abaharanira agateka ka zina muntu, turanegura twivuye inyuma ishirwaho ry'amabwirizwa arimwo ingingo zimwe zimwe zihonyanga uburenganzira bwa kiremwa muntu; aha twovuga ingingo ya 61 y'igitabu c'amategeko mpana vyaha hamwe n'ingingo zimwe zimwe z'igitabu kigenga ingene imanza z'ivyaha zitohozwa n'ingene ziburanishwa. Ingingo nk'izo ziratandukanye gose

n'itangazo rya ONU rikingira abaharanira agateka ka zina muntu.

Ikindi naco kituraje ishinga nk'abaharanira agateka ka zina muntu ni uko tubona amabwirizwa n'amategeko atera amera nk'ayakingira abafise ubutegetsi, agashirwa mu ngiro n'ubutungane buri mu kwaha kwa Reta, bigatuma haba ihonyangwa ry'ikivunga ry'uburenganzira n'ubwigenge kuko ababikora badaheza ngo bahanwe. Twotanga uburorero bwinshi ariko cane cane reka tuvuge: ifutwa rya bamwe mu bashingwamanza; ukwankira abanyagihugu bahunze guserukirwa n'abashingwamanza bitoreye; uguhagarikwa n'ugupfungwa bidakurikije amategeko, ukunyagwa bidakurikije amategeko.

9. Uburenganzira bwo kwitwarira imigambi n'ibikorwa vy'inzego z'igihugu canke abakozi ba Reta bazoba bahungabanije uburenganzira bw'abantu n'ubwigenge shingiro

Ariko n'ubwo ibintu bimeze uko, turateye intege abanyagihugu muri rusangi, na cane cane abaharanira agateka ka zina muntu ngo babandanye kwegeranya ivyemezo vy'amabi bariko barakorerwa, bongere biture ubucamanza aho bishoboka, aho bidashoboka naho turindire, bitebe bitebuke, intahe izosubizwa ijambo maze abariko barahohoterwa batunganirizwe.

Ubutumwa buriI mu ngingo y'icenda y'itangazo rya ONU rikingira abaharanira agateka ka zina muntu mu duce twayo twa 3, 4 na 5, nukoumuntu wese, yaba wenyene canke yifatanije n'abandi, afise uburenganzira *« bwo kwitwarira imigambi n'ibikorwa vy'inzego z'igihugu canke abakozi ba Reta bazoba bahungabanije uburenganzira bw'abantu n'ubwigenge shingiro, bicishijwe mu nyandiko canke ubundi buryo bwabigenewe, mu butungane, imbere y'abajejwe intwaro canke urwego rw'igihugu rujejwe gutora amabwirizwa canke urundi rwego rwose rubifitiye ubushobozi kandi rwashizweho hisunzwe amategeko y'igihugu, urwo narwo rugategerezwa gufata ingingo rudatevye birenze »*

Amatohoza yose abwirizwa kuba mu muco, intahe y'icese nayo ikaba ku mugaragaro mu ntumbero yo kworohereza abaharanira agateka ka zina muntu kubikurikirana kugira ngo barabe ko bikorwa hisunzwe amategeko n'amabwirizwa y'igihugu, eka ndetse n'amasezerano mpuzamakungu igihugu ciyemeje. Uwitwariye Reta, abakozi bayo canke urwego rwayo kanaka, arafise kandi uburenganzira bwo kuronka umushingwamanza amwunganira.

Mu Burundi bwacu, uburenganzira n'ubwigenge shingiro butegekanijwe n'iyi ngingo busa n'ubwazimanganye kuko urwego rw'ubutungane rwahinduwe ubuhiri bwo guhiga abatavuga rumwe n'umugambwe uri ku butegetsi. Ingaruka y'ivyo ni uko abarenganijwe n'abakozi ba reta canke inzego

zayo batinya kwitura ubutungane kuko bazi ko butabakingira hisunzwe amategeko. Abanyagihugu babishoboye baraheza bakaja kuronderera ubutungane muri za sentare z'akarere na mpuzamakungu, aha tukavuga sentare y'umuryango wa Afrika y'ubuseruko, sentare ya Afrika ijejwe agateka ka muntu n'akabanyagihugu hamwe na sentare mpuzamakungu mpanavyaha (CPI). Ivyo navyo bikaba kandi bitegekanijwe n'iri Tangazo ryerekeye abaharanira agateka ka zina muntu.

Mu gace ka gatanu k'iyi ngingo y'icenda, inzego z'igihugu zisabwa *« gukora itohoza ryihuta kandi ataho rihengamiye canke gucungera ko urubanza rwugururwa muri sentare mu gihe hari ibituma vyo kwibaza ko ihungabana ry'uburenganzira bwa kiremwa muntu n'ubwigenge shingiro ryabereye ku butaka bwaco. »*

Iyo ngingo irahonyangwa n'agace ka 2 k'ingingo y'10 y'igitabu kigenga ingene imanza z'ivyaha zitohoza zikongera zikaburanishwa, kubera ko iha inyamiramabi uburenganzira bwo kwugururа amatohoza atawurinze kumwitura mu gihe conyene uwakorewe icaha ari umwana w'umwigeme atarashika mu bigero kandi vyamuviriyemwo gutwara imbanyi atipfuza. Ubwo bubasha bwategerezwa guhabwa inyamiramabi n'umushikirizamanza no ku bindi vyaha bihambaye nk'ukugandagura abantu, kunyuruza abantu bakaburwa irengero, n'ibindi. Tuboneyeko n'akaryo ko kunegura imvugo n'ingendo

y'igipolisi c'u Burundi, aho kwugurura amatohoza yihuta mu gihe baronse amakuru ku vyaha bikomeye nk'ivyo tuvuze aho hejuru, bashima kwivugira gusa ngo umuryango canke uwakorewe amabi baje kwiture inyamiramabi kandi bazi neza ko inkozi z'ikibi mu Burundi zifise ububasha bwose bwo kwikingira mu gutera ubwoba uwagiriwe nabi ngo ntiyiture ubutungane.

10. Uburenganzira bwo kwanka amategeko canke ingingo zose zihungabanya agateka ka kiremwa muntu.

Abakozi ba Reta, na cane cane abajejwe igisata c'ubutungane n'umutekano, aha twovuga: abacamanza, abashikirizamanza, inyamiramabi, rimwe rimwe n'abashingwamanza eka n'abandi batwara ibisata bimwe bimwe, baraterwa igitsure n'iterabwoba maze ngo bikunde bafate ingingo zorohereza abarongoye igihugu canke iyindi mirwi y'abantu bari muri Reta canke bacuditse nabo, mu gihe babona ko ingingo zitunganye zishobora kubangamira inyungu zabo. Kuri iyo nyifato, ingingo y'icumi y'itangazo rya ONU rikingira abaharanira agateka ka zina muntu irihaniza bene iyo ngendo aho ivuga iti: *« Nta n'umwe abwirizwa kugira uruhara mw'ihungabana ry'uburenganzira bwa kiremwa muntu n'ubwigenge shingiro mu gukora canke mu kwirinda gukora ico yokoze mu gihe bikenewe, kandi nta n'umwe ashobora guhanwa canke guhagarikwa umutima nuko*

yanse guhungabanya ubwo burenganzira n'ubwigenge. » Twibukije abajejwe igisata c'ubutungane n'i nyamiramabi, dufatiye kuri iyi ngingo, ko bafise uburenganzira bwo kwanka gukurikiza amabwirizwa n'amategeko adatunganye mu ntumbero yo kwubahiriza uburenganzira bwa muntu, bwo soko ry'amahoro n'umwumvikano.

Iyo babategetse gukora ibiteye kubiri n'akarangamutima k'umwuga wanyu, baba bariko barabacinyiza, baba bariko barahonyanga uburenganzira n'ubwigenge shingiro bwanyu busanzwe butegekanijwe n'ingingo ya 11 y'iri Tangazo tuvuze aho haruguru, nayo ikaba ivuga iti: *« Umuntu wese arafise uburenganzira, wenyene canke afatanije n'abandi, bwo kurangura umwuga wiwe nk'uko amategeko abimurekurira. Abwirizwa kwubahiriza uburenganzira n'ubwigenge akongera akagira inyifato ijanye n'amategeko y'igihugu na mpuzamakungu bijanye n'inyifato canke n'akarangamutima bigenga uwo mwuga. »* Umwuga wanyu ubabwiriza kutagira nkunzi na ka mwana wa mama mu ngingo mufata hamwe n'ukugororoka kuzira amahinyu mu ngingo mufata.

Urunani rw'abaharanira agateka ka zina muntu ruratewe umutima uhagaze n'ingingo za 51, 52, 53 na 54 zo mu gitabu kigenga ingene imanza z'ivyaha zitohozwa, zikaburanishwa zikongera zigashirwa mu ngiro, muco bise **"Uburyo budasanzwe bwo gukora amatohoza",** aho izo ngingo ziha inyamiramabi

ububasha bwo kudakurikiranwa n'ubutungane n'aho yoba yahungabanije bikomeye agateka ka zina muntu.

11. Reta ibwirizwa gukingira abaharanira agateka ka zina muntu.

Naho bimeze gutyo, inyamiramabi, abashikirizamanza, n'abacamanza barashobora gushira imbere ya vyose ingendo ibatera iteka bo nyene ubwabo n'umwuga wabo mu gukurikiza akarangamutima k'umuga, umutima wo gukunda igihugu cabibarutse, maze bakazosiga iragi ryiza, abarundi bazokwama bafatirako akarorero. Aka kamo turagatera kandi urwaruka ruri mu migambwe, rwerekana umwete udasanzwe mu gutoteza abandi badasangiye ivyiyumviro. Rwaruka, ni mwiyame abo babashuhurira gusinzikaza ubuzima bwa bene wanyu n'ugusambura ivyabo. Ni mwanke gutamikwa ikibi kuko umubano mwiza urengeye kure n'iyo utwo abo banyepolitike batagira imbonakazoza bashobora kubahemba banabahendesha.

Kubw'itangazo rya ONU rikingira abaharanira agateka ka zina muntu, mu ngingo ya kabiri, agace ka mbere, igihugu nico gitegerezwa, imbere y'abandi bose, gukingira, guteza imbere n'ugushira mu ngiro uburenganzira bwose bwa zina kiremwa muntu hamwe n'ubwigenge shingiro bwose. Iryo tangazo nyene, rivuga ko uwuharanira agateka ka zina muntu ari *« uwo wese, yaba abikora wenyene canke afatanije*

n'abandi, yitanga mu ntumbero y'ukurandurana n'imizi ihonyangwa ry'uburenganzira n'ubwigenge shingiro bw'abantu n'imirwi y'abantu. » Kubera iryo banga, ingingo ya 12, agace ka 3 irategekanya ugukingirwa bihabwa uwuharanira agateka ka zina muntu aho bavuga bati : « *Umwe wese arafise uburenganzira, yaba wenyene canke afatanije n'abandi, bwo gukingirwa bikwiye n'amategeko y'igihugu mu gihe, abikoze mu mutekano nta ngere, ariko arashikiriza ivyiyumviro vyiwe yerekana ibikorwa vy'ubutegetsi canke ivyo ubutegetsi butakoze vyatumye haba ihohoterwa ry'uburenganzira bwa kiremwa muntu n'ubwigenge shingiro, co kimwe n'igihe ariko yiyamiriza ibikorwa vy'ubugizi bwa nabi bikorwa n'imirwi y'abantu canke abantu maze bikabangamira ukubaho mu burenganzira n'ubwigenge shingiro.* »

Mu ntumbero y'ugukingira bibereye abaharanira agateka ka zina muntu, mu gace ka kabiri k'iyi ngingo ya 12, Reta irasabwa gufata ingingo zose zikenewe mu ntumbero yo gufasha abategetsi babijejwe gukingira umuntu wese, ihohoterwa iryariryo ryose, agatotezo, ukuzira ibikorwa akora, ikumirwa rishingiye ku mategeko canke ritari mu mategeko, ugukora ibintu ku gahato canke irindi hohoterwa yokorewe bitumwe n'uko ariko akora yisunze uburenganzira ahabwa n'amategeko.

12. Reta niyo ibwirizwa gufasha abanyagihugu bose kumenya amabwirizwa n'amategeko abagenga. Irongera kandi igasasha ishingwa ry'ibisata bijejwe gukingira n'uguteza imbere agateka ka zina muntu.

Twisunze ivyo duhejeje kuvuga, ntitwoba twihenze tuvuze ko Reta y'Uburundi yananiwe akazi kayo, turavye icuka kibi abaharanira agateka ka zina muntu bakoreramwo hamwe n'agatotezo bakorerwa n'iyo Reta nyene. Dufatiye kw'ipfungwa rya Germain RUKUKI bidakurikije amategeko hamwe n'umunyororo w'imyaka 32 yaciriwe, tugafatira kandi kw'ihagarikwa n'ipfungwa ry'abamenyeshamakuru bane b'ikinyamakuru IWACU, tukibutsa inyuruzwa n'iburwa irengero ry'umupfasoni Marie-Claudette KWIZERA yari umunyabigega w'umuhari uharanira agateka ka zina muntu ITEKA hamwe n'isinzi ry'abamenyeshamakuru n'abaharanira agateka ka zina muntu bataye bakomoka, abarongoye igihugu c'Uburundi barakwiye guhindura politike yabo kugira abaharanira agateka ka zina muntu baronke ikibanza kibabereye mu gihugu kigengwa n'amategeko.

Nk'uko tubisanga mu ngingo ya cumi na kane y'itangazo rya ONU ryerekeye abaharanira uburenganzira bwa kiremwa muntu, mu gace kayo ka mbere, *« Igihugu nico kijejwe gufata ingingo zose zikenewe mu gisata c'amabwirizwa n'amategeko, mu gisata c'ubutungane, mu gisata c'intwaro n'ahandi mu*

ntumbero yo kwigisha no guhimiriza abanyagihugu bose kugira bamenye uburenganzira bwabo mu buzima bwa misi yose, mu bijanye n'intwaro y'igihugu, muvy'ubutunzi, imibano n'imico. »

Muri iyo ngingo harimwo cane cane ukumenyekanisha n'ugushira ahabona ibitabu vy'amategeko n'ingingo z'igihugu n'amategeko mpuzamakungu ngenderwako yerekeye uburenganzira bwa kiremwa muntu., uburenganzira bwuzuye kandi bungana kuri bose bwo gushikira inzandiko mpuzamakungu mu gisata c'agateka ka zina muntu, harimwo n'ivyegeranyo bisohoka buri kiringo igihugu cashikirije ibisata mpuzamakungu vyashinzwe hakurikijwe amategeko mpuzamakungu yerekeye uburenganzira bwa kiremwa muntu igihugu cateyeko igikumu.

Mu gihugu cacu c'u Burundi, ingingo ya gatanu y'Ibwirizwa Shingiro, mu gace kayo ka kabiri, havuga ko *« amabwirizwa yose ategerezwa guhindurwa mu Kirundi »*. Naho Ibwirizwa Shingiro ribitegekanya gutyo, hari amabwirizwa atari make atarahindurwa mu rurimi kavukire. Ikindi naco n'uko iyo ngingo itokora gusa ku mabwirizwa, ariko yokora no ku mategeko atandukanye n'izindi nzandiko zisohorwa n'inzego zirongoye igihugu. Ku biraba ukumenyekanisha n'ugukwiragiza ibitabu vy'amategeko n'amabwirizwa mu ntumbero y'uko uwubikeneye wese abironka, impinga iracari ndende, ndetse ni igikorwa gisaba ko amashirahamwe yigenga

afashamwo cane, ari naco gituma dusubiye gutera akamo Reta ngo yorohereze ayo mashirahamwe mu bikorwa vyayo.

Tugarutse kuri ya ngingo y'icumi na kane y'itangazo rya ONU rikingira abaharanira agateka ka zina muntu, mu gace kayo ka gatatu, *« Igihugu kiratera intege kikongera kigashigikira, mu gihe bikenewe, ugushingwa hamwe n'ugukora neza kw'izindi nzego z'igihugu zigenga zijejwe guteza imbere no gukingira uburenganzira bwa kiremwa muntu n'ubwigenge shingiro ku butaka bwaco bwose. »*

Muri iki gisata, twoshima intambwe yatewe mu gushiraho urwego rw'umuhuza w'abarundi hamwe n'umugwi w'igihugu wigenga ujejwe agateka ka zina muntu. Turanegurako izo nzego zataye ubwigenge kandi ata kinini zimariye Abarundi, nabo batazizeye. Kanatsinda abazigize basigaye bagenwa ata mwumvikano uhabaye, batanaravye ko ataco bagirizwa mu mabi yashikiye uburundi. Turasavye izo nzego ko zokwiyambura igitutu n'igitsure c'abaterekwa agateka ka zina muntu maze bakorere abarundi, bitere iteka, baritere n'izo nzego barimwo. Duteye akamo reta ngo yubahirize ivyo yiyemeje igihe yatera igikumu ku masezerano mpuzamakungu akingira abaharanira agateka ka kiremwa muntu.

13. Reta ibwirizwa gushira inyigisho zerekeye agateka ka zina muntu mu ndinganizo z'inyigisho mu mashure hamwe no mu nyigisho nkarisha bwenge zitangwa mu bisata vyose vy'ubuzima bw'igihugu.

Ihangiro nyamukuru ry'igisata c'indero n'inyigisho ni uguteza imbere iyubahirizwa ry'uburenganzira bwa kiremwa muntu hamwe n'ubwigenge shingiro. Kubw'itangazo rya ONU rikingira abaharanira agateka ka zina muntu, mu ngingo yaryo ya 15 « *Igihugu nico kijejwe guteza imbere n'ukworohereza kwigisha uburenganzira bwa kiremwa muntu n'ubwigenge shingiro mu bisata vyose vy'inyigisho hamwe no gucungera ko abajejwe kwigisha abashingwamanza, abashinzwe gushira mu ngiro amabwirizwa, abajejwe gucungera umutekano hamwe n'abakozi ba reta bashira mu ndinganizo zabo zo gukarihiriza ubwenge abo bajejwe, inyigisho zerekeye agateka ka zina muntu.* »

Ku bana bato hamwe n'imiyabaga, kumenya n'ukwubaha uburenganzira bwa kiremwa muntu niwo mushinge w'ugushikira indero n'inyigisho vy'akanovera kuri bose. Mu gihe inyigisho zerekeye agateka ka zina muntu zitanzwe neza kuva kubakiri bato, bituma umuntu akurana umuco w'ukwubaha uburenganzira bw'abandi, ndetse akamenya n'uguharanira ubwo burenganzira igihe cose bikenewe. Mu ndinganizo nshasha y'inyigisho yakozwe na Reta kuva mu mwaka w'2012 mu gushiraho ishure shingiro,

harategekanijwe, ku rutonde rw'inyigishoinyigisho zerekeye agateka ka zina muntu, ni intabwe nzinza ariko hari inzitizi zituma izo nyigisho zidatangwa neza, bigatuma zitagira akamaro kari kitezwe : (1) abigisha batanga izo nyigisho ntibigeze bakarihirizwa ubumenyi bw'ingene ivyo vyigwa vyotangwa hamwe n'ingene bofasha abana kwubaka umuco ushingiye kw'iyubahirizwa ry'agateka ka zina muntu, (2) icuka kibi ca politike kiri mu gihugu gituma abigisha batagira ubwisanzure mu gutanga izo nyigisho n'ukuzigira ingendo ku murundi wese.

Kubona amabi y'ukurya igiturire, uguhagarika n'ugupfunga abantu binyuranye n'amategeko, ukuboreza abantu igufa, ubwicanyi, amabi afatiye ku gitsina, n'ayandi, abandanya gukorwa mu gihugu atacamira, ni ikimenyetso kitabesha ko hari agahaze mu gisata c'inyigisho mu mashure hamwe n'inyigisho nkarishabwenge. Vyerekana kandi ugushaka guke ko gushiraho politike itomoye y'agateka ka zina muntu yotuma izo nyigisho zitangwa neza, hagategekanywa n'uburyo bwo gusuzuma ko zashitse kw'ihangiro n'uguhasha inyihato zihushanye n'agateka ka zina muntu.

Nk'uko reta y'Uburundi yavyiyemeje mu kwemeza itangazo rikingira abaharanira agateka ka zina muntu, turasavye ngo ishire mu ngiro ivyo yiyemeje. Turasavye kandi inama nshingamateka hamwe n'umugwi w'igihugu wigenga ujejwe agateka ka zina

muntu ngo bakurikirane ishirwa mu ngiro ry'ingingo zose ziri muri iryo tangazo.

14. Uruhara rw'amashirahamwe ategamiye intwaro mu guhimiriza abanyagihugu ku bibazo bijanye n'uburenganzira bwa kiremwa muntu hamwe n'ubwigenge shingiro.

Ubuheruka twarababwiye uruhara rudasanzwe rwa Reta mu guteza imbere indero n'inyigisho z'agateka ka zina muntu mu bisata vyose vy'ubuzima bw'igihugu. Kubera ari igikorwa gihambaye kandi gisaba inguvu n'uburyo bwinshi, bisaba ko Reta yugururira imiryango abo bose bipfuza gufasha. Ni navyo dusanga mu ngingo ya 16 y'itangazo rya ONU ryerekeye abaharanira agateka ka zina muntu aho bavuga bati: *"Abantu, amashirahamwe ategamiye intwaro n'izindi nzego zibifitiye ububasha, bafise uruhara ntangere rwo guhimiriza abanyagihugu kuruta ku bibazo bijanye n'uburenganzira bwa kiremwa muntu hamwe n'ubwigenge shingiro, na cane cane mu bikorwa vyerekeye indero, inyigisho hamwe n'ubushakashatsi muri ivyo bisata mu ntumbero yo gushimangira neza ugutahurana, ukwihanganiranira, amahoro n'imigenderanire myiza hagati y'ibihugu no hagati y'abantu badasangiye urukoba n'amadini, bakagumiza ku muzirikanyi kahise gatandukanye k'abantu n'imiryango bariko barakoreramwo."*

Iyo tuvuze gushiraho icuka ciza, bisigura kurekera abantu uburenganzira bwabo bwo kwishira bakizana mu gushiraho amabwirizwa n'amategeko yisunga amasezerano mpuzamakungu igihugu cateyeko igikumu hamwe n'ugushaka kwa Reta kwo kwubahiriza n'uguteza imbere uburenganzira n'ubwigenge.

Mu gihugu c'uburundi, kubona abagirizwa ivyaha vy'agahomerabunwa vyo guhohotera agateka ka zina muntu bari mubarongoye inzego zihambaye z'igihugu, vyerekana ko ugukingirwa kw'abaharanira agateka ka zina muntu bikiri kure nk'ukwezi maze bigatuma imirwi itandukanye y'abanyagihugu cane cane abahurikiye mu mashirahamwe yigenga, abamenyeshamakuru, amashirahamwe ategamiye Reta, amashirahamwe y'abanyagihugu, abaharanira agateka ka zina muntu, abikorera utwabo, n'abandi, batakaza icizere ku nzego z'igihugu kuko zisuzugura igikorwa cabo kandi zikabitiranya n'abansi b'igihugu.

15. Umuntu wese abwirizwa gutabara abandi n'ukwubahiriza agateka kabo.

Reta irasabwa gukora igikorwa cayo co kugenzura n'ukworohereza ibikorwa vy'amashirahamwe yigenga, ibimenyeshamakuru n'amadini ariko itavyivanzemwo. Nk'uko ibwirizwa No 1/19 ryo kuwa 10 Nyakanga 2013 ritunganya inyigisho mu mashure y'intango n'ayisumbuye ribitegekanya mu ngingo yaryo igira

umunani (8) aho rivuga riti *"Isomero ni ikibanza kizira guvugiramwo canke gukoreramwo politike, nta gikorwa na kimwe ca politike kirekuwe kuhakorerwa"*, turasavye Reta ngo ikurikize iryo bwirizwa yo nyene yishiriyeho mu gukingira ako karangamutima, maze isomero rigume ari ituta ribibwamwo ubumenyi n'indero runtu bishingiye ku kwubahiriza n'ukuharanira agateka ka kiremwa muntu.

Hambavu y'ubuzima umwe wese yisangiza (ico twita vie privée mu gifransa), umuntu yaremwe ngo abane n'abandi. Nico gituma hari amategeko ashiraho inyifato ibereye umwe wese ahamagariwe gukurikiza, mu ntumbero y'ugushiraho umubano mwiza ushingiye ku kwubahana. Ivyo turabisanga kandi mw'itangazo rya ONU ryerekeye abaharanira agateka ka zina muntu, mu ngingo yaryo ya 18, agace ka mbere aho bavuga bati: *« Umuntu wese arafise ivyo abwirizwa gukorera ababanyi biwe kandi akabikorera mu kibano nyene, hakaba ari naho honyene hamufasha kwisanzura no gutera imbere. »*

Agateka ka zina muntu hamwe n'ubwigenge vyuzuye bibonekera ku rwego rw'ubwigenge bw'umuntu ku gatwe kiwe hamwe n'ubwigenge bw'imirwi n'amashirahamwe ahuriyemwo n'abandi. Ivyo navyo bigashoboka gusa mu ntwaro rusangi. Muri iyi ngingo nyene ya 18, agace ka kabiri, havuga ko *« Abantu, imirwi y'abantu, inzego n'amashirahamwe ategamiye intwaro bafise uruhara ruhambaye n'ivyo bategerejwe*

gukora mu gukingira intwaro rusangi, uguteza imbere uburenganzira bwa kiremwa muntu n'ubwigenge shingiro ndetse n'ukumurikira iterambere ry'abanyagihugu, inzego n'ingendo y'intwaro rusangi. » Ibi, birahuye neza n'ibitegekanijwe n'ingingo ya 73 y'ibwirizwa shingiro aho ivuga ko *« Umuntu wese ategerezwa guterera agacumu k'ubumwe mu kubungabunga amahoro, intwaro rusangi n'ubutungane kuri bose »*

Twisunze ivyo biri mw'itangazo rya ONU hamwe no mw'ibwirizwa shingiro, umuntu wese abwirizwa kuzana icuka ciza cotuma muntu wese abaho mu bwigenge n'agateka vyuzuye, inzego za Reta zigakora umurimo wazo wo kwuzuriza bose ariko zitavogereye ubwigenge bw'abanyagihugu. Inyifato inzego za reta zitegerezwa kugira itegekanijwe n'ingingo ya 17 y'itangazo rya ONU ryerekeye abaharanira agateka ka zina muntu aho rigira riti : *« Mu kubaho hisunzwe uburenganzira n'ubwigenge buri muri rino Tangazo, umwe wese, abikora wenyene canke afatanije n'abandi, ata yindi nzitizi nimwe yomuhagarika, kiretse izashinzwe zifatiwe ku bisanzwe bitegekanijwe ku rwego mpuzamakungu, bihasanzwe kandi vyashizweho n'itegeko mu ntumbero yonyene yo kwemeza no kwubahiriza uburenganzira n'ubwigenge bw'uwundi kandi no gushitsa ibisabwa n'ingendo runtu n'umutekano w'igihugu, hamwe n'ukubaho neza mu ntwaro rusangi. »*

Urunani rw'abaharanira agateka ka zina muntu mu Burundi CBDDH rurashima cane ubutwari

bw'abanyagihugu badahengeshanya kwitanga, bataravye inzitizi bahura mu gutabara n'ugutabariza ababanyi babo bahohotewe mu gateka kabo. Turakeje kandi turateye intege abaharanira agateka ka zina muntu bitanga ijoro n'umutaga ngo ivyaha bijanye n'uguhohotera agateka ka zina muntu bimenyekane kandi bihanwe. Ubutwari bwanyu ni ishingiro ry'umwizero dufise ko tuzoteba tugashikira Uburundi bwubahiriza intwaro rusangi n'agateka kuri bose.

16. Itangazo rya ONU rikingira abaharanira agateka ka zina muntu rifise inguvu izihe zotuma amareta aryubahiriza?

Mu kwemeza itangazo rikingira abaharanira uburenganzira bwa kiremwa muntu, inama ya bose y'ishirahamwe mpuzamakungu ONU yongeye kwemeza akamaro k'ishirwa mu ngiro ry'amahangiro n'ivyiyumviro ngenderwako biri mu Masezerano mpuzamakungu yo guteza imbere no gukingira uburenganzira bwose bwa kiremwa muntu n'ubwigenge shingiro kuri bose mu bihugu vyose vyo kw'isi. Mu ngingo ya kane y'iryo Tangazo nyene, harimwo umuco ukwiye kw'isano riri hagati yaryo n'ayandi masezerano mpuzamakungu yemejwe imbere yaryo, iyo ngingo nayo ikavuga iti : *«Nta ngingo n'imwe ya rino Tangazo ishobora gufatwa nk'intambamyi y'amahangiro n'ivyiyumviro ngenderwako biri mu masezerano y'ishirahamwe mpuzamakungu ONU canke ihushanye na yo, canke ko*

yoba itorohereza ishirwa mu ngiro ry'itangazo ry'isi yose ryerekeye agateka ka zina muntu, amasezerano mpuzamakungu yerekeye agateka ka zina muntu, eka n'ayandi mategeko mpuzamakungu agenga ico gisata ».

Ku bw'iyi ngingo, itangazo rikingira abaharanira agateka ka zina muntu ntirizana uburenganzira bushasha, haba na mba. Ahubwo, ritanga intumbero ibereye y'ugushira mu ngiro uburenganzira buhasanzwe ku baharanira agateka n'uburenganzira bwa kiremwa muntu.

Naho rero iryo tangazo ridafise ububasha bw'ibwirizwa, riratanga ivyisungwa vyiza mu vyerekeye kwubahiriza agateka ka zina muntu bisanzwe biri mu masezerano mpuzamakungu afise ububasha bw'amabwirizwa. Aha twovuga nk'amasezerano mpuzamakungu yerekeye uburenganzira mu vyerekeye imibereho hamwe na politike **(Convention Internationale sur les Droits Civils et Politiques).** Bisubiye, kubona ibihugu bigize inama ya bose y'ishirahamwe ONU vyemeje itangazo rikingira abaharanira agateka ka zina muntu mu mwumvikano, ata matora abaye, bisigura ko ibihugu vyose vyiyemeje kurishira mu bikorwa. Twisunze ingingo ya 19 yo mw'ibwirizwa shingiro ivuga ko « *Amateka n'ibitegerejwe vyatangajwe, bigakingirwa n'amasezerano y'isi yose yerekeye agateka ka zina muntu Uburundi bwemeje, biri mu bigize iri Bwirizwa Shingiro »*, turasavye Reta ngo ishire mu bikorwa

ingingo za rino Tangazo mu guhinyanyura canke guhindura amabwirizwa n'amategeko yose ateye ku biri na ryo hamwe n'ugushiraho ibwirizwa rikingira abaharanira agateka ka zina muntu.

17. Abaharanira agateka ka zina muntu bokoresha gute itangazo rya ONU ribakingira ?

Ni nkenerwa ko uwuharanira agateka ka zina muntu abanza kumenya ibiri mw'itangazo rya ONU rikingira abaharanira agateka ka zina muntu akongera akaryisunga mu bikorwa vya misi yose imbere yo gusaba iyubahirizwa ry'uburenganzira bwiwe. Ni nayo ntumbero y'iri sekeza ry'urunani rw'abaharanira agateka ka zina muntu mu Burundi. Uwuharanira agateka ka zina muntu asabwa kandi kugira ingendo n'inyifato bishingiye ku karangamuntima k'uwo mwuga. Bimwe mu bigize ako karangamuntima ni ibi : kumenya ko kizira gukoresha inguvu, ukutagira aho ahengamiye, ugukorera mu muco, ugutanga amakuru yerekeye agateka ka zina muntu yatohojwe neza kandi y'ukuri. Ivyo bifasha ko abanyagihugu bamugirira icizere.

Inyuma y'aho iryo Tangazo ry'ishirahamwe mpuzamakungu ONU ryemerejwe mu mwaka w'1998, ishirahamwe mpuzamakungu ONU hamwe n'ishirahamwe ry'ubumwe bwa Afrika barashizeho inzego zijejwe gukurikirana ingene ama Reta ashira mu ngiro iryo Tangazo. Aha twovuga nk'umuhinga wa

ONU ajejwe gukurikiranira hafi uko abaharanira uburenganzira bwa kiremwa muntu bamerewe (rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des défenseurs des droits de l'homme), akanama ka Afrika kajejwe agateka ka zina muntu n'ak'imirwi y'abanyagihuhu, Sentare ya Afrika ijejwe kwubahiriza agateka ka zina muntu, umuhinga w'ishirahamwe ry'ubumwe bwa Afrika ajejwe gukurikiranira hafi uko abaharanira uburenganzira bwa kiremwa muntu bamerewe, hamwe na sentare y'umuryango wa Afrika y'ubuseruko. Turateye akamo abarundi muri rusangi, abaharanira agateka ka zina muntu ku buryo budasanzwe, ngo biteho kumenya uko izo nzego zitunganijwe, ibisabwa kugirango umunyagihugu canke ishirahamwe bashobore kuzîtûra, eka ndetse n'aho zikorera. Ku vyerekeye Sentare ya Afrika ijejwe kwubahiriza agateka ka zina muntu, turasavye Reta y'Uburundi ngo yikubite agashi yemeze ingingo ya 34 y'amasezerano agenga iyo Sentare, ivyo bikaba vyotanga uburenganzira ku banyagihugu b'abarundi bwo kwîtûra iyo Sentare. Tukabibutsa ko iyo ngingo ya 34 iha uburenganzira abanyagihugu kugira ngo bashobore kwitwarira Reta muri iyo sentare.

Mu gihugu cacu, itangazo rya ONU rikingira abaharanira agateka ka zina muntu ryatumye hashingwa umurwi w'igihugu wigenga ijejwe agateka ka zina muntu (CNIDH), tukawusaba kwigenga koko. Hari kandi urunani rw'abaharanira agateka ka zina

muntu (CBDDH) rwashinzwe mu ntumbero yo gukomeza ugukorera hamwe hagati y'abaharanira agateka ka zina muntu, ugukurikiranira hafi ishirwa mu ngiro ry'ingingo zitegekanywa n'iryo Tangazo, ugutabara n'ugutabariza abaharanira uburenganzira bwa kiremwa muntu bahohotewe kubera umwuga wabo, ugukurikirana ku musi ku musi uko agateka k'abaharanira agateka ka zina muntu kifashe hamwe n'uguterera mu ntumbero y'ugushiraho icuka ciza cotuma abaharanira agateka ka zina muntu boroherwa. Turahaye ikaze uwo wese, na cane cane uwuharanira agateka ka zina muntu, yipfuza kutwitura canke kudushikiriza amakuru, tuzomwakiriza yompi twongere tumufashe mw'ibanga nta ngere.

18. Abanyagihugu boshigikira gute abaharanira agateka ka zina muntu ?

Mu miryango no mu kibano iwacu, hari abaharanira uburenganzira bwa kiremwa muntu benshi. Akenshi mbere babikora batabizi, bigatuma batitaho n'ukumenya ingaruka ibikorwa vyabo vyiza bishobora kugira ku buzima bw'abo n'ubw'imiryango yabo. Ijambo ry'umutwe ry'itangazo rya ONU rikingira abaharanira agateka ka zina muntu ni iri : *« Itangazo ku burenganzira n'ibitegerejwe, ku bantu, imigwi y'abantu, no ku nzego z'igihugu ryerekeye guteza imbere no gukingira uburenganzira bwa kiremwa muntu n, ubwigenge shingiro bwemejwe n'amakungu yose. »*

Dufatiye kuri iryo jambo ry'umutwe hamwe no mu ngingo zigize iryo Tangazo, birasobanuwe neza ko ukurwanira, ugukingira n'uguteza imbere uburenganzira n'ubwigenge bw'abantu ari igikorwa c'umuntu wese, aba wenyene canke yifatanije n'abandi. Mu gace ka 4 k'intangamarara, abagize inama ya bose ya ONU barakenguruka *« … intererano ngirakamaro itangwa n'abantu, imigwi y'abantu n'amashirahamwe mu gukuraho burundu ihonyangwa ry' uburenganzira bwa kiremwa muntu hamwe n'ubwigenge bw'imirwi y'abantu nubw'abantu. »*

Nico gituma, umuvyeyi atanga indero runtu ku bibondo vyiwe akongera akita ku rutare ngo baronke ibibatunga, umwigisha atanga ubumenyi, uwujejwe kubungabunga amagara y'abantu ari nawe avura abahohotewe, abashingantahe buzuriza abatase maze bigatuma abantu babana mu mahoro, abajejwe ubutungane n'inyamiramabi bakora akazi kabo bisunze amategeko n'akarangamutima, n'abandi tutavuze bashobora kwitwa abaharanira agateka ka zina muntu. Itangazo rya ONU rigahamagarira kandi umwe wese kubashigikira, kubatera intege n'ukubatabara canke kubatabariza igihe cose bageramiwe kubera igikorwa cabo.

Ibiro vy'umuhinga w'ishirahamwe mpuzamakungu ONU ajejwe gukurikiranira hafi uko abaharanira agateka ka zina muntu bamerewe vyarahinduye mu rurimi rw'ikirundi itangazo rikingira abaharanira

agateka ka zina muntu, ivyo bigafasha ko umurundi wese azi gusoma ashobora kumenya ingingo ziri muri iryo Tangazo. Uburenganzira n'ubwigenge bwawe ni ntakorwako. Nk'uko umwanditsi Henry David Thoreau yabivuze : « Uwuhohotera abandi ntiyigera amenya ko bibabaza mugihe uwó ariko aracura bufuni na buhoro akibikenyereyeko. » Turahamagariwe twese kuba abanyagihugu bazi kandi barwanira uburenganzira bwabo, kuko tutaburwaniye ata wundi azobikora mu kibanza cacu.